

ENSEMBLE

N° 111 / JUIN 2024

DISSOLUTION - DIX SOLUTIONS

ÉDUCATION - SANTÉ - SALAIRES - DÉMOCRATIE

RETRAITE - ENVIRONNEMENT - LOGEMENT

SERVICES PUBLICS - POUVOIR D'ACHAT - PAIX

**MOBILISATION
UNITAIRE
INDISPENSABLE**



Bulletin trimestriel de l'Union fédérale des retraités de la Fédération
des travailleurs des industries du livre, du papier et de la communication CGT

LES PROPOSITIONS DE L'INTERSYNDICALE



Les organisations syndicales alertent depuis des années sur la crise sociale et démocratique qui traverse notre pays. Une politique qui tourne le dos au social et qui crée le déclassement.

Abandon de nos industries et de nos services publics, passage en force de la réforme des retraites malgré la mobilisation historique contre, absence de perspectives de progrès et banalisation des thèses racistes. C'est ce qui constitue le terreau sur lequel l'extrême droite prospère. Notre République et notre démocratie sont en danger.

Il faut répondre à l'urgence sociale et environnementale et entendre les aspirations des travailleuses et des travailleurs et notamment :

- Augmenter les salaires et les pensions;
- Revenir sur la réforme des retraites et sur celles de l'assurance chômage ;
- Défendre nos services publics et en garantir l'accès à toutes et tous sans condition de nationalité et sur tout le territoire. Notre école, notre recherche, notre système de santé, de prise en charge de la dépendance, notre système de justice sont asphyxiés et ont besoin d'investissements massifs ;
- Mettre fin à la verticalité du pouvoir en commençant par restaurer la démocratie sociale à tous les niveaux, entreprise, branche, territoire et interprofessionnel ;
- Mettre en place des mesures de justice fiscale, notamment taxer les super profits, dividendes et rachats d'actions ;
- Instaurer enfin l'égalité salariale et éradiquer les violences sexistes et sexuelles ;

-Instaurer le droit à la régularisation pour tous les travailleurs et travailleuses étranger(ère)s sur la base d'un certificat de travail ;

-Relocaliser et transformer notre industrie pour répondre aux besoins sociaux et environnementaux en la protégeant du dumping social, fiscal et environnemental ;

-Créer des droits pour permettre aux travailleuses et aux travailleurs d'anticiper les transformations environnementales et de sécuriser leur emploi.

QUELLE PLACE VEUT PRENDRE LA CGT EN CAS DE VICTOIRE DU NOUVEAU FRONT POPULAIRE ?

Sophie BINET

Secrétaire générale de la CGT

Face à un patronat revanchard, nous serons au rendez-vous face au capital. La CGT est indépendante des formations politiques. Elle jouera son rôle de contre-pouvoir pour affronter le patronat et imposer des réformes sociales.

Le rapport de force des urnes ne suffira pas.

En face, le patronat est organisé et cherchera à voler le résultat des élections. La question centrale reste celle du partage des richesses. Et le capital ne lâchera pas sans un rapport de force social majeur. Si le Front populaire arrive au pouvoir, la CGT ne rangera pas les drapeaux. Nous multiplierons les luttes pour obtenir les meilleures avancées possibles. C'est comme cela que nous avons arraché les accords de Matignon, en 1936.

SOMMAIRE

LES PROPOSITIONS
DE L'INTERSYNDICALE 2

ÉDITO 3
Jean-Pierre GHIOTTO

ACTIFS ET RETRAITÉS FÊTENT
LA VICTOIRE À TARTAS 4-5

LE 1^{er} MAI À MULHOUSE 6
Daniel MULLER

DÉCÈS DE MICHEL RIVET 7

LA SECTION NANTAISE
EN DEUIL 7
Daniel LELLOUCHE

AG DU SURL CGT 8-9
Jean-Pierre GHIOTTO

UN RISQUE POUR L'EURO 10-11
Lionel DUQUENNE

DÉTRÔNER LE DOLLAR ? 12-14

UNE LOI « BIEN VIEILLIR » ? ... 15

ALZHEIMER : TÉMOIGNAGE
D'UNE AIDANTE 16-17
Muriel AUDONNET

LE PAPIER UNE INDUSTRIE
DE HAUTE TECHNOLOGIE 18
Patrick BAURET

BILLET D'HUMEUR 19
PETIT JEAN

MACCARTHYSME À LA FRANÇAISE
Edwy PLENEL 20-21

LA PAIX NE S'ARRANGE
PAS DES CLANS 22-23
Yvon HUET

OPINION 24
Jean-Luc VALÉGEAS

Rédaction et administration : 263, rue de Paris, 93514 Montreuil Cedex - Directeur de la

Publication : Daniel Muller - Responsable rédaction et fabrication : Serge Audonnet -

Maquette : Muriel Audonnet - Comité de rédaction : Serge Audonnet, Michel Burguière, Lionel Duquenne, Jean-Pierre Ghiotto, Jean Jousseau, Daniel Muller, José Nuevo (correction) -

Couverture : J. Jousseau, M. Audonnet - Impression Rivet Presse/Édition : 24, rue Claude-Henri-Gorceix - BP 157 - 87022 Limoges Cedex 9 - CPPAP n° : 1227 S

07110. Travail exécuté par des ouvriers syndiqués à la Filpac-Cgt.





ÉDITO

JEAN-PIERRE GHIOTTO - SECRÉTAIRE DE L'UFR-FILPAC

NOTRE RÉPUBLIQUE ET LA DÉMOCRATIE EN DANGER

La France s'enfoncé dans la fange de l'extrême droite alors que ceux qui avant nous s'y sont laissés engluer essaient de s'en sortir.

En France, le RN, réalise 32 % des suffrages exprimés, alors qu'en Finlande l'extrême droite subit une sévère déconvenue avec un résultat de 7,6 %, près de deux fois inférieur à celui des élections européennes de 2019.

Depuis le 1^{er} février 2024, les travailleurs finlandais, à l'appel de plusieurs syndicats, protestent contre la réforme du travail proposée par la coalition droite extrême droite du gouvernement formée en juin 2023, à l'origine de la détérioration des conditions de travail, d'un contrôle accru de l'évolution des salaires et des coupes dans la protection sociale.

Coalition qui envisage de modifier les conventions collectives, réduire les allocations-chômage et introduire un jour de carence en cas d'arrêt maladie, borner les arrêts du travail à vingt-quatre heures, accroître les amendes pour les mouvements sociaux jugés illégaux et minimiser les marges de manœuvre de l'Institut de médiation, lors de conflits sociaux.

Le gouvernement prévoit notamment de limiter l'exercice du droit de grève, interdiction des grèves dites « politiques » - celles qui s'opposent aux attaques gouvernementales en fait - avec une loi sur la « paix au travail ».



MACRON DISSOUT

La dissolution du Parlement voulue par Macron après le score de l'extrême droite offre une voie royale au RN et Bardella se voit déjà Premier ministre.

FORMER ET EXIGER UN « FRONT POPULAIRE », SEUL REMPART À UNE MAJORITÉ PARLEMENTAIRE D'EXTRÊME DROITE*.

En décidant de dissoudre l'Assemblée nationale et d'organiser des élections législatives en trois semaines, après les premiers départs en vacances et à la veille des jeux Olympiques, le président de la République prend une lourde responsabilité, poussé sans doute par un patronat qui ne trouve plus en Macron celui qui pourra aller au bout des réformes qu'il attend, comme la remise en cause de la Sécurité sociale et l'obtention d'une main-d'œuvre à bas prix.

Réveillons-nous et, outre nos revendications, travaillons pour que les organisations syndicales aient le même discours et mêlons-nous des affaires du pays en réclamant aux partis qui se proposent de le diriger de modérer leurs égos pour s'opposer au cataclysme à venir en formant un front uni et en donnant envie d'aller voter à une population qui a besoin d'espoir et de perspectives.

La CGT appelle le monde du travail à se syndiquer, à s'organiser, à participer à toutes les initiatives de mobilisation contre l'extrême droite et contre la politique d'Emmanuel Macron.

Faisons-nous entendre, quand on le peut encore, usons de nos forces, de toutes nos forces pour que le fascisme ne revienne pas.

** Pour des raisons techniques, vous lirez cet édito après les résultats du second tour des élections législatives. Espérons que ce front populaire, nos mobilisations et les objectifs que nous allons lui fixer auront eu raison du danger qui menace.*

LA VIE DES SECTIONS

ACTIFS ET RETRAITÉS DE TARTAS ENSEMBLE POUR LA VICTOIRE

▶ En présence de 300 personnes représentants chacune des composantes de la société qui a rendu cette victoire historique possible, nos camarades de Tartas ont dignement fêté, le samedi 1^{er} juin 2024, les trente ans de leur victoire après une lutte exemplaire de 131 jours.

Cette manifestation chaleureuse et fraternelle a fait l'objet de plusieurs interventions du secrétaire du CSE, du délégué syndical et également de Boris Plazzi, membre du bureau confédéral, représentant Sophie Binet, excusée car prise par d'autres obligations.

Nous avons choisi de publier l'intervention de notre camarade Guy Delmas (secrétaire du CE à l'époque) qui a précédé la projection d'un film d'une heure et demie retraçant ce conflit jour après jour.

INTERVENTION DE GUY DELMAS

Bonjour à toutes et à tous. Merci pour votre présence nombreuse. Merci et bienvenue aux salariés et aux retraités de la papète, au monde syndical, à la profession papetière, à la population Tarusate et environnante, au monde politique, aux élus, etc.

1994 !

Ce conflit, ce combat, c'était « La nouvelle bataille de Guyenne » comme le titrait dans son livre en 1996 Hubert Van Eeckhout, le DRH du groupe la Cellulose du Pin. Il faisait référence à la première bataille de Tartas en 1442 pour la libération de la ville de l'occupant anglais. Il décrit de son point de vue cette bataille contre le projet de fermeture.

Ensuite, en décembre 1999, Annie Quillon publiait un roman inspiré fortement par l'environnement de ce conflit intitulé « La Papète ».

Enfin en 2004, pour fêter les dix ans, la CGT de l'usine publiait « Les fumées de la Papète », qui retrace chronologiquement ces près de six mois de lutte intense de



Guy Delmas a reçu la médaille de la GGT des mains de Boris Plazzi, membre du bureau confédéral.

janvier à juin 1994 permettant de sauver l'usine. Ce livre était précédé du n° 73 de la revue de l'Institut d'histoire sociale de la CGT « Vivre et travailler au Pays Tarusate ».

Tous ces ouvrages sont disponibles au stand et leur nombre à lui seul explique l'impact qu'a eu ce conflit.

LA SOLIDARITÉ EST UNE CONSCIENCE QUI SE CONSTRUIT, ET QUI EST BÂTIE SUR DES CHOSES CONCRÈTES. LES CHEMINS DE LA SOLIDARITÉ NE SE DÉCRÈTENT PAS, LA SOLIDARITÉ S'APPREND, SE PRATIQUE PUIS DEVIENT UNE CULTURE À ENTREtenir

Nous fêtons aujourd'hui les trente ans pour officialiser les derniers éléments de sauvegarde de cette lutte exemplaire de 1994.

Nous avons travaillé à la préservation et à l'exploitation des vidéos de l'époque.

LE FILM DU CONFLIT

Le film qui va vous être projeté est donc la compilation de quelques vidéos et nous

nous sommes adressés à des professionnels (merci Képa et Dominique) pour le montage, qui s'accompagne de nombreuses interviews et commentaires.

Si nous pouvons retenir un seul mot de cette lutte victorieuse c'est : Solidarité.

Il n'y a pas de génération spontanée en matière de solidarité.

Cela fait partie d'une culture qu'il faut faire vivre avec engagement, avec persévérance.

1994 est arrivé après les années 1981, qui, avec la gauche au pouvoir, ont amené un certain « endormissement » du monde du travail et la situation syndicale du moment à la Papète était historiquement des plus basses avec seulement 30 % de syndiqués CGT et quelques pour-cent à la CFDT et à la CGC. Mais l'annonce du projet de fermeture a réveillé cette culture d'entreprise, fondée historiquement sur la lutte de classes et la solidarité.

UNANIMITÉ DANS LE COMBAT

Le personnel de la Papète a été quasi unanime dans le combat avec aussi celui des travailleurs sous-traitants sur place.

Il y a eu 131 jours de lutte entre l'annonce officielle du projet de fermeture le jeudi 3 février 1994, puis la conclusion d'un préaccord de reprise avec les Canadiens le vendredi 20 mai, suivi d'un accord final dit « de bonne fin » le lundi 6 juin avec la Cellulose du Pin marquant la fin d'une histoire commune.

Durant cette période il y a eu seulement l'équivalent de 9 jours de grève. Il fallait produire pour satisfaire les clients, surtout ne pas en perdre, et aussi prouver résolument la viabilité du site.

C'est cette stratégie adoptée dès le début qui a été payante. La solidarité du personnel a été exemplaire, même certains cadres, dont le responsable CGC, ont œuvré à cette solidarité. Solidarité, dans la mobilisation notamment aux assemblées gé-



Une solidarité intergénérationnelle : (de gauche à droite) Paul Bracq (délégué syndical actuel), Guy Delmas (ancien secrétaire du CE), Aubert Darrieutort (ancien délégué syndical), Jean-Marie Castets, (ancien délégué syndical), Mickaël Dubos (actuel secrétaire du CSE).

nérales du personnel à l'atelier entretien, dans l'implication, mais aussi dans la participation au financement de la lutte. Car, entre parenthèses, la lutte coûte cher. Il a fallu régler un total de 35 bus affrétés pour 8 déplacements à Fature, à Bordeaux et à Paris. Le syndicat CGT a aussi assumé seul un bus pour aller rencontrer les congressistes de la Filpac Cgt à Évian (plus de 12 heures de trajet) afin de mobiliser la profession papetière et la remercier de son soutien. Des délégations ont visité toutes les usines livre et papier de la région et ont eu de superbes rencontres.

LA MUNICIPALITÉ DE TARTAS, LES MAIRES ENVIRONNANTS ET LE CONSEIL GÉNÉRAL

La commune de Tartas a beaucoup donné de temps et de disponibilité avec le comité de soutien (formé du maire de Tartas, Marcel Estival, de ceux des communes environnantes et de l'association des commerçants tarusates), à noter le dévouement de certains employés communaux de Tartas à qui revient la paternité de la récolte impressionnante de plus de 30 000 signatures d'une pétition pour la défense de l'usine. Le Conseil général et son président, Henri Emmanuelli, ont multiplié les interventions, ont octroyé une avance de 3 000 € pour les frais d'avocats et ont payé une page entière du journal *Sud-Ouest* (grand format à l'époque) pour appeler à manifester à Mont-de-Marsan le samedi 19 février. Une page entière de *Sud-Ouest* a de nouveau été financée (ou monnayée) pour une manifestation à Bordeaux le 9 avril.

AVEC LA POPULATION TARUSATE ET AVEC LES COMMERÇANTS.

La population Tarusate, avec notamment l'association des commerçants, a été exemplaire dans son soutien aux salariés :
 - Journée ville morte le 8 février avec l'initiative du blocage des deux entrées de la déviation de Tartas par les papetiers impliquant le passage de tout le trafic routier en ville, fleurie de banderoles revendicatives, et barrage filtrant devant l'usine avec distribution de tracts,
 - Organisation d'une soirée « défilé de mode » qui a rapporté 1 800 € reversés au CE.



Le monde sportif, notamment le basket, a aussi apporté sa solidarité en organisant une soirée Élan béarnais contre les meilleurs Landais et les filles d'Eyres-Moncube contre les meilleures Landaises à Horsa-rieu. Soirée qui a eu un retentissement médiatique et aussi un apport financier pour la lutte.

ÉGALEMENT, LE CLERGÉ

Nous avons reçu un soutien inconditionnel du clergé en la personne de l'évêque de Dax, Monseigneur Sarra-rière, et du curé de

Tartas, J.J. Saint Martin, dont les sermons du dimanche appelaient à la mobilisation.

LA FILPAC (LIVRE PAPIER) DE LA CGT EN AQUITAINE ET AU NATIONAL

Dans l'organisation de la lutte, dans les soutiens, dans les initiatives, l'ensemble de la fédération Filpac a procuré un écho national à notre lutte et a mobilisé toute la profession. Chapeau notamment au « Livre Parisien » pour l'encadrement des manifestations au pied du ministère des Finances à Bercy et par deux fois au siège de Saint-Gobain.

Un dernier mot sur la stratégie du syndicat CGT dès le départ.

Conscients et persuadés que la lutte ne se gagnerait pas seuls, même avec une intersyndicale CGT, CFDT et CGC, la stratégie de mener la lutte par le CE et sa majorité CGT s'est imposée pour amener avec nous la population, les élus de tous bords, etc. Car, historiquement, sans obligation légale, le CE octroie de tout temps des subventions aux associations locales : au centre aéré, à la PST omnisports, au foyer des jeunes, à la société de pêche, aux pompiers, à l'aide familiale, etc. Cela a très certainement contribué à la solidarité de la population tarusate, qui est passée outre les éventuelles nuisances des fumées de l'usine.

En conclusion de ce conflit victorieux nous pouvons dire que cette lutte a valeur humaine car elle a permis durant près de six mois de faire émerger de nobles sentiments de solidarité, d'entraide, de partage. Elle est aussi une sacrée référence pour la pratique syndicale, pour la nécessité et l'utilité même du syndicat.

Au final, tout a été possible grâce à une organisation syndicale CGT forte, structurée et responsable. Sans cette solidarité à l'intérieur de l'usine, les solidarités externes n'auraient pas pu se développer.

La solidarité est une conscience qui se construit, et qui est bâtie sur des choses concrètes. Les chemins de la solidarité ne se décrètent pas, la solidarité s'apprend, se pratique puis devient une culture à entretenir.

Trente ans que la Papète est sortie de sa condamnation à mort, trente ans qu'elle crée des richesses pour l'emploi (à ce jour 330 salariés et 1 500 emplois induits) et aussi des ressources pour la collectivité (taxes, redevances, impôts, cotisations sociales, etc.)

Donc, encore aujourd'hui, un seul mot d'ordre : **QUE FUME LA PAPÈTE !**

LA VIE DES SECTIONS

1^{er} MAI À MULHOUSE

LES RETRAITÉS BIEN PRÉSENTS



Plus de 500 personnes étaient présentes, à Mulhouse, ce 1^{er} mai 2024 qui s'est tenu dans un contexte marqué par les guerres terriblement meurtrières, notamment en Ukraine et en Palestine, et sur fond de développement de la précarité et de la pauvreté aussi bien en France qu'en Europe.

Les manifestants ont dénoncé les inégalités sociales, les attaques contre le Code du travail, l'inflation, la casse des services publics et de santé, et la liste n'est pas exhaustive. Les organisations syndicales présentes ont appelé les manifestants à continuer à se battre contre l'austérité, le racisme, le poison de l'extrême droite, pour l'emploi, les salaires, les pensions, un pouvoir d'achat digne de ce nom, la défense de nos conquises, un service public et de santé, un monde de paix.

Dany MULLER





Michel est décédé le 21 avril 2024

Michel a eu à cœur pendant des décennies de défendre les intérêts des travailleurs. Par sa pugnacité, repéré par des camarades du syndicat du Livre de Bordeaux, il est rapidement devenu secrétaire général à plein temps.

Reconduit jusqu'à sa retraite dans ses fonctions, il a activement participé à combattre les injustices subies par les salariés et également œuvré à la trans-

MICHEL RIVET NOUS A QUITTÉS

formation d'une société qu'il voulait plus humaniste.

Celles et ceux qui l'ont rencontré ces années durant, pour solliciter ses points de vue et ses expériences, savent à quel point il était à l'écoute et bienveillant, mais aussi capable de remonter les bretelles à celles et ceux qui tremblaient de trop face aux obstacles à surmonter.

Durant ces années il a aussi été actif au sein du Comité régional aquitain Filpac, à l'UD 33 et dans notre fédération. Dans chacune de ces instances il a su exprimer des désaccords avec des propos qui amenaient à des débats nécessaires, car utiles à la pratique démocratique qu'il défendait de tout son poids et de toute sa hauteur.

À son départ à la retraite, Mario Ciona lui a succédé et a pu constater nombre de fois combien les salariés qu'il avait

soutenus et aidés confirmaient son dévouement mais aussi son caractère bien trempé.

Toutes et tous parlent de lui comme d'une personne loyale, généreuse et sincère. Générosité qui débordait aussi dans les moments conviviaux qu'il organisait avec Sabine, son épouse.

Que de bons souvenirs sur la pinasse, au Canon ou même sur Floirac. Il nous a régalés de tous ces bons plats mijotés et de ces moments partagés à gratter sa guitare accompagnée de sa voix chaleureuse. Et lorsqu'il chantait « Les Copains d'abord », il ne nous trompait pas. Nous savions à quel point sa famille primait sur cette franche camaraderie que nous avons eu la chance de partager durablement.

**La section des retraités CGT
du syndicat du Livre de Bordeaux**

LES RETRAITÉS NANTAIS AU COMITÉ GÉNÉRAL DE L'USR 44



La section CGT des retraités du Livre de Nantes a participé au comité général de l'Union syndicale des retraités 44 qui s'est tenu le 5 juin à Couëron.

La nouvelle commission exécutive et son nouveau secrétariat ont été élus. Beaucoup de travail en perspective au vu des sales coups du patronat et surtout de la nouvelle situation politique qui menace aussi les retraités. Vive la CGT.

Daniel LELLOUCHE

La section en deuil

Nous avons la tristesse de vous annoncer le décès de notre camarade Didier Vermeersch, le 21 mars dernier.

Didier est né le 10 juin 1958 à Nantes, et est père d'une fille, Lilas. Il entra dans la vie active en 1974 dans le labeur à l'imprimerie l'Atlantique comme typographe puis en presse il devint rotativiste à Loire Offset Presse. En 1976 il adhère à la CGT au syndicat du Livre de Nantes et devient délégué du personnel et délégué syndical de l'imprimerie l'Atlantique. Il fut élu conseiller prudhommes en 1987, puis président de la section industries des prudhommes en 1993. Il mettait beaucoup de caractère dans ses fonctions mais aussi beaucoup de joie de vivre dans les moments festifs.



LA VIE DES SECTIONS

LE 15 MAI 2024, LE SURL CGT EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Après deux années d'inactivité, une AG s'est enfin tenue pour la Surl CGT, qui, entre-temps, était devenu le Surl CGT, un syndicat de retraités interprofessionnel abandonnant son appartenance, non pas au SGLCE mais au comité inter du livre parisien, aujourd'hui disparu.

Un nombre de participants, restreint, du fait que beaucoup d'adhérents sont aujourd'hui en province pour y couler une retraite qu'ils s'efforcent de rendre paisible malgré les attaques répétées du capital. Le doyen de l'assemblée générale compte 90 ans, les autres ayant ou dépassant les 80 ans, sauf un.

Après un adieu aux disparus, la distribution de médailles pour honorer plus de cinquante années d'adhésion, suivis du rapport d'activité, la feuille de route et le rapport financier qui seront adoptés à l'unanimité, les discussions se sont engagées.

Puis le débat « Comment faire grandir le Surl CGT » étant donné que plus aucun syndicat CGT parisien du Livre ne conseille à ses retraités de rester syndiqué au Surl mais les conservent en leur sein, est engagé.

Le fait de constater l'érosion permanente des adhérents préoccupe l'assemblée, pas de sang nouveau, plus jeune, angoisse littéralement les présents qui ressentent qu'après eux le Surl cessera d'exister. Le grand âge des adhérents constitue un frein au travail qu'il nous faudrait fournir pour renverser la situation et devenir attractif.

QUE PROPOSE-T-ON ?

Pour ceux qui restent dans le Surl CGT, la demande d'organiser des contacts, des réunions est revenue dans la discussion et l'impression de se retrouver en fin de route accentue encore plus cette nécessité. Pour que continue de fonctionner ce qu'il reste du Surl, un conseil syndical comprenant 11 membres a été élu : Duquenne Lionel, Ghiotto Jean-Pierre,



Gaudas Michel, Haned Bernard, Hernandez Guy, Latreille Michel, Lebon Jean, Lopes Michel, Melon William, Venditti, Josette, Vidal Axel. Trésorier, Lionel Duquenne ; trésorier adjoint ; William Melon ; secrétaire, Jean-Pierre Ghiotto.

Le débat ayant duré plus que prévu, il était

temps de clore cette réunion pour attaquer une remontée de moral en s'attendant de manière énergique à la dégustation d'un apéritif réparateur.

« À LA » de rigueur et promesses de se revoir.

Jean-Pierre Ghiotto



TEXTES ADOPTÉS À L'UNANIMITÉ PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU SURL CGT

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Ce rapport sera vite fait car, à part le trésorier et le président, également collecteur, rien, aucune activité n'est venue animer notre section syndicale.

La période Covid avait fortement entravé toute velléité d'animation en région parisienne, notamment pendant le confinement, et il semble que la sidération l'ait emporté sur l'envie de retrouver les habitudes anciennes, d'autant que, les années passant, les animateurs, quand il en reste, se rapprochent d'âges canoniques demandant à ceux qui les portent des efforts de plus en plus compliqués.

Si l'activité a été défaillante, il est cependant à noter que notre section est devenue un syndicat et que notre domiciliation est désormais à Montreuil, car nous avons quitté Blanqui où le SGLCE nous louait des locaux dont il n'assurait plus l'entretien.

Il nous faut constater que nous ne faisons plus d'adhésions, les syndicats d'actifs gardant leurs retraités, et nous assistons à un vieillissement et une diminution de nos effectifs.

Un sang neuf aurait, nous semble-t-il, secoué le cocotier et nous aurait obligés à avoir un minimum d'activités, de réunions, de rencontres, de contacts.

Les camarades de province ont peut-être pu rencontrer d'autres syndiqués auprès des USR et des UD.

ORIENTATIONS ET FEUILLE DE ROUTE

Notre société se transforme sous les coups de boutoir d'un capital qui n'a jamais digéré les décisions du CNR.

La guerre est partout et les budgets militaires enflent au détriment des besoins sociaux des peuples.

Les marchands d'armes s'enrichissent, tous les coups sont permis et la peste brune revient pour épauler ce capital international sans foi ni loi, si ce n'est celle du profit à tout prix.

En France, les partis politiques dit de gauche peinent à réaliser une union sur la base d'un programme redonnant un espoir et l'envie de s'engager dans l'avenir, de lutter, de voter pour s'opposer à la destruction de notre modèle social.

Les médias aux ordres inondent l'opinion d'informations toxiques et nauséabondes et les citoyens désabusés, soit ne font plus confiance à nos institutions, soit, s'ils votent, risquent de le faire contre leurs propres intérêts.

Des luttes à mener il y en a, tout d'abord, exigeons que la paix revienne, combattons le racisme et l'extrême droite fasciste.

Si nous voulons un avenir digne et une reconnaissance des retraités dans notre société, revendiquons !

-Pour la revalorisation des pensions, pas une en dessous de 2 000 euros bruts.

-Pour un bulletin de pension.

-Contre des systèmes numériques privant de l'accès à leurs droits beaucoup de retraités.

-Pour une reconquête de notre Sécurité sociale, intégrale et prenant en compte tous les moments d'une vie.

-Pour la prise en compte du vieillissement de la population et pour la création d'un service national de l'aide à l'autonomie.

-Pour une transition écologique, mais surtout pour un développement durable et une réindustrialisation.

-Pour des services publics dignes de ce nom : hôpitaux, transports, loisirs.

-Des services publics de proximité.

-Développons un syndicalisme retraité spécifique et reconnu dans notre organisation, dans la CGT.

-Contre la mainmise du capital sur l'information, développons notre presse syndicale et faisons notre propagande.

Défendons et faisons prospérer « Ensemble » (notre journal de l'UFR Filpac) et « Vie Nouvelle » (journal de notre UCR CGT). Essayons de redonner au Surl la vie syndicale qu'il a semble-t-il perdue.

ÉCHOS

ET POURTANT C'EST VRAI !!!

Le sieur Macron marque pour la postérité son empreinte sur la charpente de Notre-Dame de Paris. Il a exigé sans bien-fondé que les bois issus des chênes de nos forêts séculaires soient tatoués de son sceau avec son nom...

Section des retraités du Livre CGT de Bordeaux

RIVE GAUCHE/RIVE DROITE - PROCHAINE PARUTION DU TOME III

Après la parution, en 2009, du tome I (1944-1958) puis, en 2019, du tome II (1959-1980), voici le dernier volet de cette trilogie avec la parution prochaine du tome III (1980-2009) venant définitivement acter le déménagement de l'ensemble des services du journal « Sud Ouest » de la rive gauche à la rive droite de la Garonne.

Ce dernier volet est accompagné d'un "tiré à part" de 120 pages illustrées relatant l'histoire de la Page Blanche de sa naissance, en 1908, à nos jours ainsi que la vie de ses sections. Ces deux volumes ne peuvent être vendus séparément.

BON DE COMMANDE EN SOUSCRIPTION
30 euros au lieu de 35 euros

Nom :

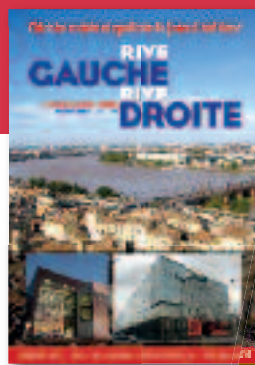
Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Mail :@.....

Je commande exemplaire(s) x 30€ soit un total de €



Parution et expédition
le 31 octobre 2024
au plus tard



Offre valable jusqu'au 31 août 2024

Chèque à adresser à l'ordre de :
Section des Retraités du Livre CGT
44, cours Aristide-Briand
33075 BORDEAUX CEDEX



ÉCONOMIE

Lionel DUQUENNE - TRÉSORIER DE L'UFR

LA CRISE EN EUROPE

UN RISQUE POUR L'EURO ?

L'idéologie, qui sert à asseoir le pouvoir d'un groupe, ne persiste que si elle a la capacité d'expliquer aux gens le sens de leur vie, de leur donner une raison de travailler, même à ceux qui souffrent.

Aujourd'hui, l'idéologie sociale libérale dans laquelle nous évoluons aurait le plus grand mal à faire croire que le capitalisme mondial ne sert pas qu'une petite minorité ; à faire admettre qu'il est juste de verser chaque fin d'année aux banquiers et actionnaires de toutes sortes des milliards de bonus ; et à soutenir que la démocratie, qui est supposée l'équilibrer, prend réellement en compte les intérêts des plus pauvres et des prochaines générations.

Depuis déjà plusieurs années, la volonté politique du Medef s'affiche comme un patronat de combat, après l'Accord national interprofessionnel (Ani), avec la neutralité bienveillante des gouvernants actuels, et la complicité de certains syndicats.

LE MYTHE DU PACTE DE COMPÉTITIVITÉ

Voilà maintenant qu'ils en veulent encore plus avec « un pacte de compétitivité » sans garanties. Comme si les intérêts des exploités étaient les mêmes que ceux des exploités.

Tout ce processus politique s'inscrit dans la droite ligne de la volonté politique de l'Union européenne qui n'a rien trouvé de pire que d'exiger d'« accroître la compétitivité ».

Du coup, le mythe gonfle et provoque chez les tenants des pouvoirs une unanimité renversante. Les mentors de la droite qui se rapprochent lentement des thèses du RN et ses divers complices, des ministres, présentent ainsi « le défi économique de la compétitivité » comme la panacée !

La donne change lorsqu'on se place du côté des salariés qui, manifestant à

Bruxelles de temps en temps à l'appel de la Confédération européenne des syndicats, y voient un boulevard « pour la compétition entre travailleurs qui mène à l'esclavage ».

Que désigne donc ce terme puisque, aujourd'hui, les mots sont piégés, détournés de leur sens premier ? La seconde édition du lexique « Lucides » donne cette définition : « Le néologisme compétitivité a été forgé à partir de l'adjectif compétitif/compétitive, emprunté à l'anglais en 1907. Il apparaît dans la langue économique en 1960 et désigne la capacité à supporter la concurrence sur le marché. »



Par abus de langage, le terme « compétitivité », pour le monde patronal ou les médias dominants à sa solde, n'est que la recherche de la baisse des coûts salariaux et sociaux à tout prix, pour augmenter la part du capital en réduisant celle sur le travail.

En clair, tout cela vise uniquement à réduire les charges sociales des entreprises par un transfert vers l'impôt, et à baisser le salaire socialisé, ce qui se traduit par une perte du pouvoir d'achat pour tout le monde salarié, retraités compris. Sans oublier, une hausse de la part du capital dans les richesses produites.

Il suffit de voir le CAC 40, qui se porte bien, et les milliards de bénéfices des an-

nées passées distribués en dividendes aux entreprises et aux actionnaires ce qui enrichit les banquiers.

L'AVÈNEMENT DU TOTALITARISME

Démocratie et marché vont dès lors devenir des valeurs menacées. L'idéologie des démocraties de marché est en péril. La situation actuelle ressemble, toutes proportions gardées, à celle de la chute de l'empire romain, dont on sait qu'elle dura plus de trois siècles, ouvrant sur un désordre millénaire.

Un changement d'idéologie pourrait en particulier entraîner l'avènement aux États-Unis d'un pouvoir protectionniste, militariste, quasi totalitaire, sans doute aussi très largement théocratique.

La théocratie sera alors la forme grimaçante et caricaturale de la future organisation des démocraties, soucieuse du long terme, tout comme le fascisme et le nazisme furent des caricatures démoniaques de ce qui allait ensuite devenir la social-démocratie.

Si la situation actuelle perdure, il ne faut pas exclure, en effet, que cette crise déclenche un mouvement de révolte en Europe et de violence politique sans précédent, assortis d'un recours aux haines de classe.

CAPITALISME FLAMBOYANT, PLANÉTAIRE ET SUICIDAIRE

Après tout, ne constitue-t-elle pas une formidable démonstration de la validité de l'analyse de Marx, celle d'un capitalisme flamboyant, planétaire et suicidaire ?

La crise actuelle est aussi l'occasion de comprendre comment un petit groupe de gens, sans scrupule, sans produire de richesses amassées en toute légalité, sans être contrôlé par personne, s'accapare, quoi qu'on en dise, une part essentielle de la valeur produite.

Puis, comment ce même groupe, ayant raflé tout ce qu'il avait pu, payer ses formidables profits, primes et bonus par

les travailleurs, les contribuables, les salariés, les consommateurs, les entrepreneurs et les épargnants du monde, forçant et contraignant les États à trouver en quelques semaines, pour combler les vides laissés dans leurs caisses, des sommes mille fois supérieures à celles que les mêmes gouvernants refusent chaque jour obstinément aux plus défavorisés des pays développés et aux affamés du reste de la planète.

Certes, cette confiscation s'opère sur un mode légal, « honnête », non violent. C'est d'ailleurs ce qui constituera, aux yeux de certains, le principal motif de révolte : si tout cela est légal, alors le système qui permet une telle aberration n'a plus de raison d'être !

REVENONS À LA DETTE

Les pays européens, en particulier ceux de l'Euro Group, ont, en principe, les moyens de résister plus longtemps à une croissance de la dette souveraine, dans la mesure où les taux d'intérêt sont bas et l'épargne privée, abondante.

Mais cet état de fait ne sera pas éternel, et les européens prendront bientôt conscience de la difficulté de l'enjeu. Pour rétablir en Europe, en 2060 d'après les savantes études économiques, un niveau d'endettement public raisonnable, voisin de 60 % du PIB, il faudrait passer d'un déficit structurel de 3,5 % depuis 2010 à un excédent structurel de 4,5 % en 2020 (ce qui n'a pas été), et le conserver jusqu'en 2030 ! Cela supposerait de réduire les dépenses publiques de 8 % du PIB, soit 20 à 25 % du budget, une rentative va être faite en 2024 avec 10 milliards d'économie sur l'administration. Cela exigerait de réaliser de l'ordre de 300 milliards d'euros d'économies ou d'augmenter d'autant les impôts (en France, un basculement de l'ordre de 70 milliards d'euros). Perspective quasi impossible.

LE PARI DE L'EFFONDREMENT

Aucune démocratie ne l'a jamais fait, et les peuples préféreront sans nul doute ne pas acquitter les dettes somptuaires du train de vie de l'État et des dépenses militaires pour encore, faire couler le sang des pauvres gens, pour un nouveau partage politique du monde.

Prenant conscience de ce fait, les marchés financiers ne croiront plus les gouvernements européens capables de rétablir leur équilibre. Ils parieront sur

un effondrement. D'abord, pronostiqueront-ils, des pays vacilleront ou tomberont, comme on l'a vu il y quelques années en Islande, en raison des turpitudes de ses banques, et de la Grèce, en raison de ses folies budgétaires.

Ils exigeront d'eux des rendements plus élevés pour des prêts qu'ils jugeront plus risqués. D'où un surenchérissement du coût de la dette publique. D'ailleurs avec des différences de taux considérables entre les divers pays de l'Euro Group.

Les pays de l'Euro Group hésiteront à être solidaires entre eux : pourquoi prêter 20 milliards à la Grèce quand on sait qu'elle aura besoin de 150, qu'elle ne pourra d'ailleurs pas rembourser.

IMPOSER LA RIGUEUR

Faute de moyens et de consensus, l'Union passera alors de plus en plus la main au Fonds monétaire international. Cette institution, aujourd'hui encore dominée politiquement et idéologiquement par les États-Unis, ne dispose d'aucune expertise particulière pour gérer l'aide budgétaire massive nécessaire.

Elle tentera en vain d'imposer à des pays membres de l'Union européenne une rigueur indispensable, mais qui sera ressentie comme illégitime. À un moment ou à un autre, le débat portera sur la responsabilité des banques et leur nationalisation éventuelle. Les pays européens comprendront que, s'étant privés de l'arme illusoire de la dévaluation, il ne leur restera plus que celle, efficace, de la solidarité entre tous : mais ils ne seront pas prêts à la financer.

LE RISQUE DE DÉFAUT

Les États-Unis et leur allié britannique feront tout pour discréditer l'euro, croyant se sauver du naufrage en noyant leurs voisins. L'Angleterre est déjà sortie de l'euro. Pour retarder le défaut, l'Union européenne cherchera tous les expédients. L'inflation, actuellement en cours, à la fois tant attendue et tant redoutée, jusque-là soigneusement contenue par la globalisation et la dépression, se déclenchera et réduira la valeur de la dette et, avec elle, celle des patrimoines financiers et des revenus fixes.

Les épargnants européens ayant financé la dette publique seront ruinés et avec eux les détenteurs d'un patrimoine financier, de quelque nature et de quelque montant qu'il soit. Si elle n'est

pas soigneusement maîtrisée par une hausse des taux d'intérêts, l'inflation poursuivra sa route avant l'explosion.

Mais, si les taux d'intérêt grimpent comme actuellement, la dette sera encore moins finançable.

LA SORTIE DE L'EURO ?

Face à cette situation, dans ce scénario du pire, en l'absence d'une réelle solidarité budgétaire entre pays membres de l'Euro Group, les pays les plus en difficulté feront défaut, pénalisant sévèrement les banques prêteuses.

Ce défaut ne suffira pas à enrayer la crise. Certains de ces pays sortiront, au moins provisoirement, de la zone euro pour modifier leur parité, passer par un choc déflationniste majeur et réduire leurs importations.

Cela dévalorisera la valeur de leurs bons du Trésor et fragilisera très dangereusement les banques qui les auront financés. À moins que cela ne soit les pays les plus stables financièrement – Allemagne et Pays-Bas – qui demandent à sortir de l'euro, qu'ils vivront comme un poids accroché à leur cou.

L'existence même de l'euro sera ainsi remise en cause par le refus des pays les plus vertueux de lier leur monnaie au destin des plus laxistes.

L'autorisation accordée, dans la plus grande discrétion, à quelques banques centrales de l'Union de recevoir en dépôt des titres librement choisis par chacune d'elles constitue la préfiguration d'un retour à des banques centrales indépendantes, d'une fin de l'euro.

LE SCÉNARIO DU PIRE

Il en découlera un regain du protectionnisme, une remise en cause de tous les acquis de l'Union européenne et une très profonde dépression, étendue à tout le continent. Les démocraties européennes n'en sortiront pas indemnes.

Les États-Unis obligés eux aussi d'émettre de plus en plus de papier pour financer leur dette souveraine, seront heureux de voir ainsi s'affaiblir puis disparaître un concurrent du dollar dont ils se seront employés méthodiquement à saper la crédibilité. Puis, ils se rendront compte qu'ils pourraient fort bien être la prochaine victime de la crise de confiance dans les emprunteurs souverains.

Un scénario du pire qui risque de se réaliser plus tard. On aperçoit actuellement les prémisses dans l'état du monde.

ÉCONOMIE

UNE NOUVELLE MONNAIE POUR DÉTRÔNER LE DOLLAR ?

▶ **La puissance du dollar serait-elle en déclin ? Alors que les pays des Brics avancent ouvertement l'idée de créer une monnaie commune, le réseau mondial serait-il prêt à adopter une nouvelle devise internationale ? C'est ce qu'ont étudié des physiciens en analysant la structure mathématique des échanges commerciaux.**

C'est en 1944 que tout commence. Les accords de Bretton Woods (États-Unis) établissent une nouvelle organisation du système monétaire international, permettant de décorrélérer la valeur des monnaies étatiques de l'offre et de la demande. Ces accords lient par un taux de change fixe toutes les devises au dollar, qui devient la seule monnaie convertible en or. Mais l'abandon de ce système, en 1971, n'aura pas empêché le billet vert de se maintenir comme monnaie de référence.

Un nombre croissant de transactions sont aujourd'hui effectuées dans d'autres devises que le dollar comme le yuan, la monnaie émise par la Chine. Cela s'explique par la croissance de l'économie chinoise et les crises géopolitiques actuelles (conséquence de la guerre en Ukraine, le boycott de la Russie et l'abandon des paiements de l'énergie russe en euros ont entraîné un déclin de la monnaie commune européenne au rang des monnaies internationales, au profit du yuan). La Chine a d'ores et déjà convenu d'effectuer des transactions financières et commerciales directement en réaux brésiliens ou en yuans, s'affranchissant de facto d'une conversion en dollars.

Conscients d'un tournant et toujours à l'affût d'une émancipation vis-à-vis du dollar, les pays réunis sous l'acronyme Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) envisagent même de créer leur propre monnaie. Mais quelle forme cette devise pourrait-elle prendre ?

UNE ÉMERGENCE FAVORISÉE ?

Pour Carl Grekou, économiste au Centre



d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii) et chercheur associé au laboratoire EconomiX1, deux scénarios sont possibles : « un premier qui verrait un taux de change fixe entre les différentes autorités monétaires de ces pays. Et un second, plus probable, qui verrait à moyen terme ces économies définir une parité centrale et des taux de conversion des monnaies de chaque pays par rapport à cette monnaie Brics. C'est un système plus flexible car il permet aux différentes monnaies de s'ajuster — de façon plutôt douce, contrairement à des dévaluations — au besoin. La parité centrale jouerait donc ici le rôle de cours virtuel de la monnaie Brics, cours vis-à-vis duquel chaque monnaie aurait un taux de change ; on retrouve là le même système que l'ECU (European Currency Unit, *Ndlr*), ancêtre de l'euro ».

Il est alors bon de se demander si, en considérant uniquement la structure mathématique et le volume des échanges commerciaux — sans tenir compte des aspects économiques plus fins et géopolitiques — le réseau financier global actuel pourrait favoriser l'émergence d'une monnaie commune aux Brics. Les physiciens Célestin Coquidé, José Lages et Dima Shepelyansky ont récemment publié une étude qui tente de répondre à cette question en analysant la structure du commerce international sur une période allant de 2010 à 2020. « Les données analysées rassemblent environ 3 000 produits au total (gaz, pétrole, chimie, machines-outils, produits alimentaires, produits manufacturés, etc.). Les services

n'y sont pas comptabilisés. Les échanges observés entre deux pays, sur une année, correspondent à la somme de tous les produits échangés entre eux et se traduit par un volume d'export relatif, exprimé ici en dollar américain », explique Célestin Coquidé.

Par exemple, A exporte des produits pour une valeur totale de 100 dollars US. « Afin de pouvoir être exempté de conversion entre devises et, surtout, de prendre en compte l'interaction commerciale entre les pays, nous traduisons un tel export en un volume d'export relatif. Autrement dit, dans le réseau du commerce international dans lequel la compétition entre devises est simulée, les liens d'export sont exprimés en pourcentage d'export total. Dans cet exemple, nous aurons ainsi un volume relatif de 10 % si l'export de A vers B représente 10 % de l'export total de A. Ainsi, pendant nos simulations, quand une devise est attribuée à un pays, les volumes d'échanges restent toujours dénués d'unité en termes de devise », illustre le chercheur.

LE COMMERCE MONDIAL COMME RÉSEAU D'INFLUENCE

Pour développer leur modèle mathématique, les chercheurs se sont servis d'un « modèle de spin », utilisé en physique pour décrire certains états quantiques de la matière en présence de champs magnétiques. « Mais il est aussi utilisé pour modéliser des comportements sociologiques, notamment pour suivre l'évolution des votes dans une population donnée, en considérant que chaque personne est influencée par les gens qu'elle côtoie », explique José Lages. Ce modèle a permis aux chercheurs de sonder l'influence de trois grands pôles économiques incarnés par trois monnaies : le dollar américain, l'euro et une nouvelle monnaie Brics.

« Pour comprendre ce modèle, il faut penser chaque devise comme une opinion et voir le réseau de transactions

Brics (anciennement Bric)

Les Brics sont un groupe géopolitique regroupant dix pays du « Sud global », notamment des grands émergents (Brésil, Chine, Inde), des puissances régionales (Afrique du Sud, Égypte, Iran, Russie), des pétromonarchies (Arabie saoudite, Émirats arabes unis) ou des pays précaires à forte croissance économique (Éthiopie). L'acronyme Brics désigne initialement le rapprochement de quatre pays aux vastes territoires, les Bric : le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, auxquels s'est intégrée l'Afrique du Sud en 2011. Depuis le sommet de Iekaterinbourg en 2009 (Capdepuy, 2024), le groupe des Brics a pris la forme d'une conférence diplomatique à part entière, donnant lieu à un sommet par an, se déroulant à tour de rôle dans chacun des cinq États. Le but de ces sommets est d'affirmer la place majeure de ces pays sur la scène internationale et de mettre en scène leur poids économique et politique, en particulier au regard d'autres États ou groupes d'États comme les États-Unis ou l'Union européenne. Le 1er janvier 2024, le groupe s'est élargi à cinq nouveaux membres, ce qui représente un basculement important dans son histoire : Arabie saoudite, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie et Iran. Cela portera le nombre de membres de cinq à dix.

comme un réseau social d'interactions. Il s'agit ensuite d'observer comment l'opinion évolue dans ce réseau, en prenant comme paramètres le commerce direct de chaque pays avec ses partenaires économiques ainsi que le poids de chacun de ses partenaires au sein du réseau global », explique Célestin Coquidé. Pour faire tourner leur modèle, les chercheurs ont d'abord défini les pays qui conserveront invariablement la même monnaie : neuf pays européens choisissent l'euro, les États-Unis et quelques pays anglo-saxons le dollar, et les Brics adoptent leur « nouvelle » devise. « Pour tous les autres pays, on attribue, dès la première étape de la simulation, une devise de façon aléatoire. Au cours de chaque étape de la simulation, la devise préférentielle choisie associée à chacun des pays, utilisée lors de la transaction financière, change en fonction des interactions commerciales entre ces pays et leurs partenaires. En d'autres termes, plus un pays partenaire est économiquement significatif à l'échelle mondiale, plus les échanges commerciaux avec lui sont importants en termes de volumes relatifs d'importations et d'exportations, plus il y a de chance que la devise de ce partenaire se transmette au pays en question », détaille le physicien, qui ajoute : « Une étape se termine lorsqu'on a vérifié, pour chaque pays, si sa devise reste la même ou si elle doit changer. Quant à la simulation, elle prend fin quand les devises associées à tous les pays ne changent plus par rapport à l'étape précédente. Pour garantir la fiabilité sta-

tistique de nos résultats, nous effectuons dix mille simulations aléatoires pour chaque ensemble initial de paramètres ».

ENTRE 2010 ET 2020, LA MONTÉE EN PUISSANCE DES BRICS

Les chercheurs obtiennent alors une carte du monde partagée entre les trois devises, à différents instants sur la décennie étudiée. « Dans les années 2010, le monde anglo-saxon privilégiait le dollar, alors que les Brics et un certain nombre de pays asiatiques auraient privilégié la monnaie Brics. L'Europe et le bassin méditerranéen préféraient l'euro, quand l'Amérique latine était partagée entre Brics et dollar. L'Afrique était quant à elle partagée en trois jusqu'en 2012, où la monnaie Brics a commencé à l'emporter sur le continent, remarque José Lages. En 2020, seuls le Maroc et la Tunisie, qui conservent des liens forts avec la Grande-Bretagne, privilégient encore l'euro. »

La préférence pour le dollar ne concerne plus que les pays anglo-saxons les plus importants, Grande-Bretagne et Australie en tête, suivis par le Mexique et la plupart des pays d'Amérique centrale. Les pays d'Amérique du Sud et d'Asie choisissent quant à eux la monnaie Brics. Selon les résultats, 60 % des pays du monde auraient un avantage à effectuer leurs transactions en monnaie Brics en 2020, contre 21 % et 19 % pour l'euro et le dollar. Cette zone d'influence englobe la vaste majorité des pays en développement et des pays les moins avancés économiquement. Ce qui permet aux chercheurs de faire un parallèle avec une

loi connue selon laquelle la mauvaise monnaie chasserait la bonne.

Deux cartes, issues du modèle de spin mis au point par les chercheurs français, montrent l'évolution de la distribution des trois grandes monnaies utilisées dans le monde entre 2010 et 2019.

Cela démontre-t-il, de manière flagrante, une perte d'influence de l'euro et du dollar face à l'arrivée potentielle de la monnaie Brics ? Pour Yamina Tadjeddine-Fourneyron, professeure de sciences économiques à l'université de Lorraine et directrice adjointe du Bureau d'économie théorique et appliquée, de telles conclusions pourraient être hâtives. La chercheuse s'étonne par exemple des interprétations des simulations fondées sur le modèle de spin, notamment le fait qu'une large partie de l'Afrique basculerait vers la monnaie Brics. « Le fait que les pays africains ont, sur cette période, exporté une part plus grande de marchandises vers les Brics n'implique pas pour autant que l'influence de l'euro sur une partie de l'Afrique ait été moins forte. Car les pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), exception faite du Nigeria, utilisent le franc CFA, une monnaie qui est statutairement fixée à l'euro. Je suis tout aussi étonnée de voir que dans le modèle, le Cambodge et l'Argentine, qui pourtant utilisent actuellement le dollar dans leurs paiements internes, soient rattachés à la monnaie Brics. »

LES ÉCHANGES COMMERCIAUX NE SUFFISENT PAS POUR ÉTABLIR UNE MONNAIE COMMUNE

Ces éléments montrent les limites effectives de cette étude. La première étant qu'il apparaît difficile d'évaluer l'attractivité potentielle d'une devise qui n'existe pas. « Une monnaie commune ne peut pas s'établir uniquement sur l'intensité des échanges commerciaux. Il faut prendre en compte des caractéristiques politiques, économiques et sociales similaires pour qu'elle soit viable », rappelle l'économiste Valérie Mignon, professeure à l'université Paris-Nanterre, chercheuse à EconomiX et conseillère scientifique au Cepii (Centre d'études prospectives et d'informations internationales).

Rappelons ensuite que les échanges de services, qui représentent une part importante du commerce mondial, ne sont pas inclus dans cette étude. « De plus, nous

Les BRICS s'élargissent

Pays membres du G7 et des BRICS (en date du 29 août 2023)



avons mis tous les produits au même niveau alors qu'un produit plus important pour l'économie d'un pays peut avoir plus d'impact sur le choix final de devise, reconnaît Célestin Coquidé.

On pourrait également considérer qu'un lien d'export vaut plus qu'un lien d'import, car le vendeur peut décider de la devise d'échange. » Ainsi, de nombreux paramètres manquent. « C'est la raison pour laquelle nous allons prochainement introduire d'autres sources de données pour rendre le modèle plus robuste : les investissements directs étrangers, les traités locaux, les différents secteurs économiques, les flux financiers ou encore les chaînes de valeurs », annonce José Lages. « En effet, l'hégémonie de la monnaie américaine ne provient pas uniquement de son usage lors des transactions commerciales, rappelle Yamina Tadjeddine-Fourneyron.

Si c'était effectivement le cas, on aurait pu s'attendre, eu égard à l'importance commerciale de la Chine, à ce que la montée en puissance du yuan soit plus rapide. » De nombreux autres mécanismes maintiennent le dollar comme monnaie internationale de référence.

D'abord, il faut rappeler que la valeur d'une monnaie tient à la confiance que la communauté lui confère. « La Chine impose désormais de plus en plus souvent le yuan comme monnaie de facturation dans les paiements l'impliquant.

Mais lorsque la Chine n'est pas concernée par une transaction, le dollar ou l'euro

restent privilégiés. Prévaut donc une résistance à l'acceptation du yuan, qui peut s'expliquer par des raisons économiques mais surtout pour des raisons politiques. Ainsi, au Vietnam, où la peur du grand voisin est réelle, le bitcoin est actuellement mieux toléré que le yuan », remarque la chercheuse.

LES PRIVILÈGES EXORBITANTS DU DOLLAR

Il faut aussi prendre en compte une fonction essentielle d'une monnaie internationale : la réserve de valeur. « Pour l'instant, les Brics n'ont fait aucune proposition avancée pour assurer cette fonction, estime Carl Grekou. De plus, il n'y a pour le moment aucun intérêt à avoir des réserves de change en yuan, loin de là, car de telles réserves exposeraient politiquement et économiquement les pays aux autorités chinoises. »

Les mouvements de capitaux, massivement impulsés par la Banque centrale des États-Unis (FED) et par l'attractivité de la place financière américaine, qui se font encore essentiellement en dollars, jouent eux aussi un rôle majeur dans cette domination. « La Chine est devenue un acteur financier international à travers ses banques et ses fonds souverains, qui alimentent en crédit désormais de nombreux pays. Mais les banques chinoises restent très dépendantes des décisions du régime politique chinois. Les Brics restent par conséquent encore très dépendants des capitaux financiers libellés en dollars

ou en euros », estime Yamina Tadjeddine-Fourneyron.

Les États-Unis bénéficient également du « privilège exorbitant », qui leur permet de monétiser leur dette. « Mais certains pays, comme la Chine, considèrent que ce privilège ne tient plus au vu de la perte de puissance des États-Unis », assure Carl Grekou. Cette remise en question est l'une des raisons qui poussent plusieurs pays à envisager la conception d'une nouvelle monnaie pour influencer sur le système monétaire international actuel. Sur le plan pratique, l'abandon du dollar comme monnaie de référence serait aussi un retour à la logique. « Des monnaies convertibles n'ont rien à gagner à aller sur le marché de change, d'avoir un coût pour une première transaction en convertissant sa monnaie en dollar, avant de convertir le dollar dans la monnaie de destination pour effectuer ses achats », remarque Carl Grekou.

La montée en puissance des Brics et de leur potentielle monnaie dépendra de la stratégie qu'ils adopteront. « Les Brics+ (l'Arabie Saoudite, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Éthiopie et l'Iran ont rejoint le réseau le 1^{er} janvier 2024) ont d'ores et déjà émis la volonté d'asseoir la nouvelle monnaie sur un élément pérenne : les énergies. Or, en devenant un fournisseur majeur d'énergie, les Brics peuvent décider que cette énergie sera vendue dans leur monnaie commune. Dans ce cas, elle serait propulsée du jour au lendemain sur le devant de la scène », explique l'économiste. Mais le contrôle du commerce passe aussi par une domination dans certains secteurs clés, tels que la haute technologie, que la Chine ne contrôle pas pour l'instant. « Aussi, tout le monde a tellement investi sur le dollar que, s'il perdait trop vite de la valeur, tout le monde serait impacté négativement », assure Carl Grekou.

Enfin, les États-Unis auront toujours à cœur de conserver leur hégémonie. « Ils n'hésiteront pas à proposer des arrangements monétaires pour satisfaire des pays qui pourraient basculer du côté Brics, suppose le chercheur. Dans cette optique, Joe Biden plaide déjà en faveur d'une refonte du système monétaire international. »

L'avenir annonçera donc plutôt un monde multipolaire, où dollar et monnaie Brics pourraient se partager la domination fiduciaire.

Matthieu Stricot

AUTONOMIE

UNE LOI « BIEN VIEILLIR » QUI NE RÉGLE RIEN

Énième coquille vide, la loi « bien vieillir » votée le 20 mars dernier, à l'Assemblée nationale, déçoit par son manque d'ambition.

La prise en charge et la prévention de la perte d'autonomie étaient pourtant une des promesses de campagne de la première élection d'Emmanuel Macron, avec des mesures d'autant plus attendues dans le sillage du scandale Orpea et l'épidémie de coronavirus.

Entre l'instauration d'un service public départemental de l'autonomie sans réels moyens alloués, quelques maigres mesures en faveur des résidents d'Ehpad ou encore des remaniements symboliques pour le secteur de l'aide à domicile, la loi n'est finalement qu'un préambule timide pour une future loi « grand âge » qui risque d'être tout aussi décevante.

Rien sur les salaires, sur les conditions de travail, sur les statuts et les garanties collectives pour ces métiers à prédominance

féminine. Or, la CGT le martèle : il est nécessaire de revaloriser ces métiers du lien et du soin en allouant 3 % du PIB (80 milliards d'euros) à ce secteur et au moins 300 000 nouvelles embauches pour faire face aux inégalités les plus immédiates.

Mêmes interrogations concernant la stratégie nationale de lutte contre les maltraitances visant les personnes handicapées ou âgées, annoncée par la ministre déléguée chargée des Personnes âgées et des Personnes handicapées, le lundi 25 mars. Si l'on peut, en effet, saluer que l'État prenne ses responsabilités de contrôle sur plus de 9 200 établissements accueillant des personnes handicapées d'ici 2030, on peut également s'interroger sur sa responsabilité en termes de moyens alloués pour ces mêmes établissements.

Dit autrement, le contrôle est une chose, combattre la maltraitance à la racine en est une autre.

L'État est ici juge et partie dans ces institutions dépendant de lui ou de ses partenaires. Contrôler sans proposer des nouveaux moyens, sans plan de recrutements ou de formations, sans réfléchir à l'organisation du travail, aux droits des usagers, n'amènera que plus des pressions sur

IL EST NÉCESSAIRE DE REVALORISER CES MÉTIERS DU LIEN ET DU SOIN EN ALLOUANT 3 % DU PIB

des personnels déjà bien malmenés. Une énième déception d'autant plus forte que cette stratégie se fonde sur les travaux des états généraux de la maltraitance dont la proposition d'un ratio minimal d'encadrement (effectifs de l'établissement/nombre de résidents ou usagers) n'a pas été retenue par le gouvernement... et où les suppressions d'emplois se multiplient dans de nombreux Ehpad qui en manquent pourtant cruellement.

Cela revient à rejeter la responsabilité de tous les maux du médico-social sur ses travailleurs, à l'heure même où ces derniers se mobilisent pour leurs conditions de travail et pour l'amélioration de la prise en charge des usagers, comme à l'Ehpad Arc-en-Ciel de Bezons.

Rappelons qu'il aura fallu 18 jours de grève pour que les personnels de cet Ehpad gagnent sur leurs revendications de formation, de revenus et de remplacement des effectifs et sur l'amélioration de la prise en charge des résidents par la mise en place d'un véritable projet d'établissement, piloté avec les soignants, les familles et la direction.

C'est pour aller dans ce sens que la CGT revendique la sortie des Ehpad de ce système marchand et financiarisé et la création d'un véritable service public de l'autonomie, regroupant et intégrant l'ensemble des structures et des personnels à domicile ou en établisse-

BILLET D'HUMOUR

LIONEL DUQUENNE, UFR-FILPAC

QUAND LA VIEILLESSE ARRIVE

Le coin de la rue est deux fois plus loin qu'avant. Et ils ont ajouté une montée que je n'avais jamais remarquée !

J'ai dû cesser de courir après le bus parce qu'il démarre bien plus vite qu'avant ;

Je crois qu'on fait maintenant les marches d'escaliers plus hautes que dans le temps ;

Et avez-vous remarqué les petits caractères que les journaux se sont mis à employer ?

Cela ne sert plus à rien de demander aux gens de parler clairement. Tout le monde parle si bas qu'on ne comprend quasiment rien ;

On vous fait maintenant des vêtements si cintrés, surtout à la taille et aux hanches, que c'est bien désagréable ;

Les gens eux-mêmes ont changé.

Ils sont bien plus jeunes que quand j'avais leur âge ;

Et d'un autre côté les gens de mon

âge sont bien plus vieux que moi ;

L'autre jour, je suis tombé sur une vieille connaissance. Elle avait tellement vieilli qu'elle ne me reconnaissait plus !

Je réfléchissais à tout ça en faisant ma toilette ce matin, quand je me suis regardé dans la glace, « et bon sang » ils ne font même plus d'aussi bons miroirs qu'il y a 60 ans !

DANS UN MONDE PARFAIT...

TÉMOIGNAGE D'UNE AIDANTE FACE À LA MALADIE D'ALZHEIMER

▶ **Le terme aidant est de plus en plus souvent utilisé, mais sait-on vraiment ce que fait, ce que vit un aidant ? Voici le parcours d'une combattante, d'une aidante, confrontée à toutes les difficultés de cette situation.**

Il y a huit ans, le diagnostic est tombé... ma maman était atteinte de la maladie d'Alzheimer. Pour mon père, pour moi, pour toute la famille, sa maladie est une épreuve incommensurable, usante aussi bien physiquement que psychologiquement. Progressivement, par la force des choses, nous sommes devenus aidants. Mon père est passé du statut d'époux à celui d'aidant principal et moi de celui d'enfant à celui d'aidante.

Dans un monde parfait nous serions chacun resté à notre place, celle d'époux, de parents, d'enfants...

Au début, on pense que ça va aller, que l'on a le temps. On prend les choses à bras-le-corps, on se débrouille, on s'adapte. Mais, au fur et à mesure que la maladie se développe, les symptômes sont de plus en plus fréquents, déstabilisants et handicapants, et s'adapter ne suffit plus, il faut mettre des choses en place.

Être aidant c'est des heures passées à faire des recherches pour trouver des solutions tout en se demandant si on n'anticipe pas trop les choses et les événements, c'est ne pas savoir à qui s'adresser, ne pas savoir par où elle démarche commencer.

Dans un monde parfait, nous aurions eu des conseils, feuilles de route, accompagnements...

En premier lieu nous mettons en place des séances d'orthophonie, des interventions d'équipes spécialisées Alzheimer (ESA) pour faire travailler les capacités cognitives de ma maman. Parallèlement, nous essayons de trouver des solutions financières, de mettre en place un temps de répit pour notre père, étudions les mesures de protection juridique... nous nous attelons au plus complexe et au plus long, l'administratif.

La décision d'attribution de l'APA (Allocation

personnalisée d'autonomie) a pris deux mois et il a fallu quatre mois de plus avant d'avoir l'évaluation du GIR (Groupe iso-ressources qui correspond au niveau de perte d'autonomie) par l'assistante sociale.

Le dossier à la MDPH pour avoir une reconnaissance du taux de handicap a été validé au bout de six mois.

Trouver une solution d'hébergement temporaire (accueil de jour) a pris plusieurs semaines faute de place disponible.

Pour la protection juridique, nous faisons une demande d'habilitation familiale que nous avons obtenue après le jugement au bout de neuf mois.

Être aidant c'est naviguer dans des méandres



administratifs tout le temps, remplir des kilos de dossiers, écrire des kilomètres de pages, de lettres de relances, faire des photocopies d'attestations, de certificats médicaux, passer des heures au téléphone.

Dans un monde parfait, l'administration instruirait nos demandes dans un délai raisonnable, nous aurions accès à la bonne information au bon moment, il y aurait un fichier centralisé permettant de coordonner les demandes, allégeant ainsi les démarches...

ÊTRE AIDANT C'EST D'ABORD ÊTRE AIMANT

Cela a duré un temps, mais, depuis quelques mois l'état neurologique de ma maman et l'état de santé de mon père se dégradent, les choses mises en place ne suffisent plus. Après avoir passé des heures à essayer de trouver une solution (enfin la moins pire), une organisation, à se consul-

ter en famille, à ne pas dormir la nuit, nous décidons de trouver une auxiliaire de vie pour pallier l'arrêt de l'hébergement temporaire devenu impossible au vu de l'aggravation des symptômes, de trouver une infirmière pour la toilette et de faire une demande pour une place permanente en Ehpad. Trouver une infirmière ? Comment imaginer que cela serait impossible ? Des dizaines et des dizaines d'appel, des inscriptions sur listes d'attente pour finalement ne trouver personne de disponible et faire prendre la toilette en charge par une auxiliaire de vie. Trouver une aide à domicile ? Après avoir contacté plusieurs associations, mandataires, prestataires, nous aurons quelqu'un dans trois mois. Faire un dossier de demande pour un Ehpad ? Ce dossier est généralement dématérialisé (tant pis pour ceux qui sont en difficulté devant un écran d'ordinateur) et les délais d'admission sont longs, très longs (entre un et trois ans).

Être aidant, c'est faire la toilette en attendant de trouver une infirmière, les repas, c'est gérer sur tous les fronts les dossiers, les intervenants, c'est prévoir, anticiper, planifier, patienter plusieurs mois car on est sur liste d'attente et faire au mieux pendant ce temps au détriment de soi.

Dans un monde parfait, ce seraient des infirmières ou des aides-soignantes qui prendraient soin du corps de nos proches, il y aurait assez d'aides à domicile pour assurer toutes les tâches qui pèsent aujourd'hui sur les aidants, il y aurait des solutions pour prendre le relais, assurer l'intérim.

Pour mettre tout cela en place, il a fallu s'organiser, se libérer du temps, chose d'autant plus difficile lorsque l'on a une activité professionnelle. Comment expliquer aux collègues, responsables, employeurs que lors de notre journée de travail nous recevons des appels, avons besoin de nous absenter pour des rendez-vous et avons du mal à nous concentrer sur nos missions.

Pour essayer de me dégager du temps j'ai fait une demande d'Ajpa (Allocation journalière du proche aidant) auprès de la CAF. Un dossier compliqué à remplir auquel s'ajoute

une demande auprès de l'employeur (donc raconter son histoire). Après cinq mois d'attente, le dossier est validé, ce congé donne droit à 66 jours non rémunérés, indemnisés par la CAF par un forfait journalier de 64,54 €... 66 jours ouvrés sur l'ensemble de la carrière professionnelle du demandeur comme si le handicap avait une durée limitée !

Être aidant c'est enchaîner plusieurs journées en une, c'est avoir peur pour son emploi, c'est parfois se sentir en échec professionnellement, c'est devoir se justifier constamment. C'est en partie s'éloigner de toute vie sociale, de ses amis, de sa famille.

Dans un monde parfait, les aidants pourraient conserver leur emploi, leurs loisirs, leurs amis, sans craindre que leur rôle auprès de leur proche n'empiète sur leurs « autres vies ».

ENTRE SENTIMENT D'ABANDON ET RAISON

Aujourd'hui, le maintien à domicile devenant de plus en plus difficile, la prochaine étape est le placement en Ehpad, ce sera

Quand on parle de deuil blanc

Le deuil blanc est une épreuve qui nous oblige à dire adieu à l'être que l'on a connu ainsi qu'à la relation que nous avons avec lui alors qu'il est encore là. La maladie transforme la personne atteinte, son corps est là mais ses capacités motrices, cognitives, affectives, relationnelles sont altérées, sa personnalité se modifie et nous ne reconnaissons plus la personne que nous avons toujours aimée. Sa présence physique et son absence sentimentale sont douloureuses à gérer sur le plan émotionnel. C'est un deuil qui n'en finit pas de finir. Avec l'évolution de la maladie, c'est une épreuve à endosser à chaque fois que la personne perd une capacité. En fait, ce n'est pas un seul deuil mais plutôt un enchaînement de deuils difficiles à subir.

Il est douloureux de constater que notre proche ne nous reconnaît plus, ne sait plus qui nous sommes, de gérer ses sautes d'humeur et son agressivité, et il faut essayer, dans la mesure du possible, d'apprendre à accepter ce qui est, se construire une nouvelle vie avec cette nouvelle personne et surtout arrêter d'avoir toute forme d'attente... croire que, si la mémoire oubliée, le cœur se souvient toujours !

différent pour moi, pour mon père, pour toute la famille. Nous avons l'impression que nous allons la perdre même si nous l'avons déjà perdue à chaque étape de l'évolution de la maladie, mais quand elle entrera en Ehpad, elle nous échappera totalement.

La plus grande difficulté dans notre cas a été de convaincre notre père, qui, dans son rôle d'aidant principal, se met en danger physiquement et moralement. Ce dernier, investi dans son rôle d'aidant, porté par son devoir de mari et par son amour pour ma

« CE N'EST PLUS MA MAMAN, ELLE EST DEVENUE MA MÈRE, JE M'EN OCCUPE MAIS ELLE N'EST PLUS LÀ... »

mère, ne voulait pas en entendre parler. Il nous a fallu le convaincre et en même temps lutter contre ces terribles sentiments d'abandon et de culpabilité et la peur de la solitude pour lui.

Il faut aussi trouver des solutions financières pour payer l'Ehpad tout en faisant en sorte que notre père puisse continuer à vivre dans son environnement habituel (nous avons pris des renseignements pour une vente en nue-propriété, un viager, afin qu'il puisse avoir tous les éléments pour faire son choix).

Tout cela en espérant choisir un établissement où ma mère sera traitée avec respect, attention et humanité car nous savons tous que, à partir du moment où elle y entrera, elle n'en ressortira pas.

Être aidant c'est prendre une décision douloureuse pour protéger ceux que l'on aime,

c'est chercher un lieu adapté pour notre proche, pas trop loin, pas trop cher, c'est continuer à vivre dans l'inquiétude, la culpabilité et la peur.

Dans un monde parfait, alors que nous avons une ordonnance de prise en charge, nous trouverions un accompagnement psychologique pour nous aider à gérer cette étape, il n'y aurait pas d'attente de plusieurs mois, voire années pour avoir une place en Ehpad, nous serions certains que nos proches seront traités avec humanité et bienveillance, les tarifs d'hébergement ne seraient pas aussi élevés et ne mettraient pas en difficultés les familles des malades. Être aidant, c'est tout ça et bien plus encore. C'est essayer d'assurer une présence bienveillante à notre proche, le soulager quand il a mal, le rassurer quand il a peur. C'est l'aider, l'aimer, avoir le souci de son confort, de son bien-être avant le nôtre. Au détriment de notre santé physique et mentale, de notre sommeil, de notre équilibre mais aussi de notre couple, de notre vie de famille. C'est surtout se sentir seul, démuni, en colère et incompris.

Dans un monde parfait, les aidants ne seraient pas la variable d'ajustement des politiques publiques. Il y aurait assez de personnel accompagnant et soignant pour le maintien à domicile, les assistantes sociales ne seraient pas débordées. Les crédits et les moyens de financement seraient suffisants. Il y aurait une prise en compte de l'épreuve émotionnelle que l'on traverse, une aide au répit, une reconnaissance de notre statut.

Dans un monde parfait, les aidants resteraient des parents, des enfants... seulement, nous ne sommes pas dans un monde parfait.

Muriel AUDONNET

Ce que nous avons mis en place (par ordre chronologique)

- L'allocation personnalisée d'autonomie à domicile (APA), à faire réviser à chaque nouvelle étape (demande auprès du Conseil départemental) ;
- L'orthophonie (avec prescription médicale) ;
- L'équipe spécialisée Alzheimer (ESA, avec prescription médicale) ;
- Les services d'aides à domicile (ménage avec une association) ;
- L'accueil de jour ;
- L'habilitation familiale pour notre mère (jugement) ;
- Le mandat de protection future pour

notre père (attestation à envoyer au Trésor public) ;

- Les soins à domicile/les infirmières libérales (avec prescription médicale) ;
- Les services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;
- Les aides des mutuelles et des caisses de retraite (un forfait pour la perte d'autonomie).

Bien évidemment cette liste n'est pas exhaustive et d'autres aides existent pour cela il est possible de se renseigner auprès des CCAS (centres communaux d'action sociale), MAIA (Maisons pour l'autonomie et l'intégration des malades d'Alzheimer), assistantes sociales.



PAPIER ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Patrick BAURET - SECRÉTAIRE DE L'UFR

LE PAPIER, UNE INDUSTRIE DE HAUTE TECHNOLOGIE

Depuis des années, suite à des allégations d'une incompétence notoire et d'une méconnaissance profonde diffusées à longueur de temps par un système publicitaire voué au tout-électrique, le produit papier, qui existe depuis plus de deux mille ans, est considéré comme dépassé par les nouvelles technologies numériques.

Ce point de vue ancré dans l'esprit de bien des citoyens n'est autre qu'un choix politique et publicitaire de grands groupes capitalistes développant les produits numériques et Internet.

Pourtant, aujourd'hui le papier et ses dérivés sont à la pointe du progrès dans le cadre du développement durable.

Dans notre pays, majoritairement en Europe, cette industrie développe une politique industrielle pour un développement durable à long terme.

En effet la gestion de la matière première bois est une matière renouvelable. La consommation d'eau est négligeable, à peine 5 % de la quantité d'eau prélevée pour la production. Pour le reste, toutes les usines possèdent des stations de dépollution souvent même de taille largement supérieure à leur besoin initial.

De plus, la grande majorité des équipements de production détiennent des installations de production électrique qui fournissent une partie de leurs revenus. Ceci permet, en utilisant les déchets de bois et de production, de limiter au maximum les pollutions.

MIEUX FAIRE CONNAÎTRE L'INDUSTRIE DU PAPIER

Il est évident que la majorité de nos concitoyens ne connaissent pas les possibilités inouïes que propose cette branche à base de produits 100 % renouvelables.

La production de papier, en particulier pour l'emballage carton, est fabriquée à partir de vieux papier. Ainsi, aujourd'hui,



70 % de la production est fabriqué à base de papier recyclé.

Nous connaissons tous le papier journal, le papier pour l'imprimerie, le papier pour l'hygiène et le nettoyage, le papier pour le carton d'emballage.

AU-DELÀ DE LA PARTIE VISIBLE

Ces produits de grande consommation sont la partie la plus visible mais il existe à ce jour des produits de très haute

technologie malheureusement peu connus du grand public. Exemples :

-Le papier fiduciaire pour les billets de banque et les documents administratifs (passeport, carte grise...);

-Les papiers spécifiques : cigarettes, abrasifs, décors, filtres, isolants...;

La recherche et développement, en particulier avec le centre de recherche de Grenoble, doit permettre, grâce à de multiples innovations du papier et de sa matière première, la cellulose de bois, de répondre aux nouveaux besoins de notre vie de tous les jours ;

-La chromatogénie, un procédé qui permet de rendre étanche le papier à tous les liquides ;

-Le métapapier, qui se compose de motifs imprimés avec une encre à base de particules d'argent qui absorbent les ondes Wi-Fi et GSM ;

-Le papier pour les batteries, les emballages techniques, les papiers pour circuits imprimés, etc.

Au regard de cette technologie de pointe qu'est le papier, le développement de la production doit être un des éléments de la lutte pour toutes et tous.

C'est pourquoi les syndiqués de l'Union fédérale des retraités de la Filpac travaillent à la défense de cette industrie avec les syndicats



Des chercheurs de l'Institut Polytechnique de Grenoble ont travaillé avec le Centre Technique du Papier pour développer un papier peint bloquant le Wi-Fi. Le produit, également connu sous le nom de métapapier, prétend filtrer, réduire ou réfléchir sélectivement les ondes électromagnétiques.

BILLET D'HUMEUR

PETIT JEAN, UFR-FILPAC

« ON NE NOUS NE DIT PAS TOUT » !

Toujours plus haut, toujours plus fort : dehors les fachos ! Pierre de Coubertin : le fondateur, le visionnaire des jeux Olympiques ? Ce sous-titre nous le retrouvons sur le site de Paris 2024. Au-delà du bien-fondé des JO, que nous voulons universels, sans diluer les inégalités entre pays, « nos dirigeants ne nous disent pas tout » ! Es-tu surpris ? Révéler à la populace, face aux montées du fascisme dans notre pays, en Europe hier, aujourd'hui, relève d'un certain aveuglement circonstanciel. Cacher les soutiens du fondateur des jeux Olympiques, ses présidences successives, passer sous silence ces périodes passées ou récentes sont lâches... Toutes les vérités sont bonnes à dire !

Du soutien implicite⁽¹⁾ au nazisme pour le Français, un aristocrate belge, aux dictatures d'Amérique du Sud pour le Brésilien⁽²⁾, rien ne doit faire obstacle aux juteux profits des financiers, rien ne les offusque pour étendre leur domination : et pour cause ! La liberté de pensée, l'eugénisme*, le patriarcat, le machisme, la culture du corps, la nécessaire élévation des hommes – autrement dit : tu es un faible face à l'homme fort dominateur –, de l'athlète condamné à l'exploit pour l'idéologie dominante, ou pour son sponsor, du chef, du héros guidant le peuple accompagné de son corollaire : les puissances de l'argent et leur domination, suprématie de l'homme face aux enjeux urgents, écologiques, etc.

Les vertus de la médaille olympique ?

La médaille olympique symbole, récompense suprême de la gloire éphémère, la postérité aux origines napoléoniennes donc militaire au lieu d'une couronne de laurier symbole de la paix retrouvée ? L'olympisme d'hier, d'aujourd'hui est à l'image même d'un système économique à bout de souffle, d'une guerre latente entre multinationales

et les puissances politiques, qui, aujourd'hui, sont avant tout financières, de nationalismes discrets, religieux ou terroristes, de conflits entretenus, visibles ou souterrains. Ce monde, en danger de mort nucléaire, climatique, nous emmène, les uns et les autres, vers un énorme gâchis humain, écologique et planétaire mortifère.

Huit milliards d'euros ? Sans dogmatisme, sans étroitesse d'esprit, de corporatisme, certes avec conviction et non raison, les hommes et les femmes – l'humain – ont de commun leur état physique, de subir l'exploitation en tant que salariés. Alors oui, tout est beau pour ses jeux inondés par l'argent, par nos impôts⁽³⁾, annoncés les moins coûteux de l'histoire. Que de publicité, de marketing, vantés à l'unisson par des médias aux ordres, des prix qui augmentent, des services publics de la santé, déjà bien malades et en rupture, réquisitionnés. Privilégiés ! ces spectateurs du monde entier qui dépenseront des sommes excessives pour satisfaire « le magasinage » de luxe sans aucune retombée financière pour les travailleurs. Ou si peu face aux profits accumulés⁽⁴⁾ sans vergogne par les multinationales. Sans aucune retombée non plus pour les citoyens, les bénévoles, les salariés qui ont des emplois de merde, sans avenir, et je ne parle pas des sans-papiers ! La publicité à outrance sur nos médias : la compétition source de progrès social ?

Vive le service public de l'information

Puisque nous y sommes, au passage, quelle qualité de l'information ? Quel beau métier que le journalisme ? Quelle béatitude feinte par nos illustres influenceurs du service public, les « rois » de notre petit écran, vide de tout sens, les faiseurs d'idées, les conseillers du prince, mais pas les payeurs. Mais je m'é gare, revenons à nos moutons !

La course de relais de la flamme : son origine ? Cette flamme olympique brouille les pistes historiques et brûle l'ensemble des informations de notre pays et du monde. Les réjouissances sont au rendez-vous pour une frange de nos citoyens qui a le privilège de s'enflammer au passage des relayeurs, de cette exubérance à 180 000 euros des finances asséchées des départements volontaires. Sans contribution et sans connotation particulière, un peu partisane peut-être, la flamme est l'emblème du « soi-disant populaire » Front national ou Rassemblement national. Il y aurait-il une relation de cause à effet ? Quel « bel hommage » pour cette course relais de la flamme olympique dont l'initiateur est le nazi Carl Diems !

Ne voulant pas gâcher ton enthousiasme, nous ne tenons pas à te priver du fauteuil de l'athlète qui sommeille en toi ! Espérant que le programme du Front populaire réalise l'exploit, et soit couronné du laurier de la paix retrouvée. Nous savons que tu étais au rendez-vous républicain. En attendant, sans ordre péremptoire, je t'invite à la méditation joyeuse accompagnée de vacances sereines, studieuses, dynamiques en attendant la rentrée. Je pense que nous en aurons besoin face au Medef.

(1) Pierre de Coubertin (président du CIO de 1896 à 1925) : courrier à Adolf Hitler, 17 mars 1937. Suivi de Henri de Baillet-Latour, belge, soutien inconditionnel au nazisme (1925-1942).

(2) Joao Havelange : ancien président de la Fifa, membre du CIO de 1963 à 2011. Soutien déclaré aux dictatures d'Amérique du sud.

(3) 1 milliard d'euros pour la station d'épuration sur la Seine. Sont-elles une priorité absolue ? 8 milliards d'euros de budget, dont 4 milliards 400 millions pour la seule organisation.

(4) Exemple : 7 milliards d'euros de profit net pour Coca Cola. Estimation Paris Match 14 mai 2024.

(5) Salvador Dali.

CONTRE LA SOLIDARITÉ AVEC LA PALESTINE UN MACCARTHYSME À LA FRANÇAISE

La solidarité avec la Palestine est devenue un délit. Vouloir l'exprimer par la parole, l'écrit ou la manifestation est passible de convocation policière, de condamnation pénale ou d'interdiction préalable. Tous les démocrates devraient s'en inquiéter.

Des préfets aux parquets en passant par les policiers, le gouvernement a donc fait passer la consigne : afficher sa solidarité avec la Palestine est un délit potentiel.

Tandis que ne sont aucunement inquiétés les excès des ultras de la cause israélienne, dont le député LR Meyer Habib se fait le bruyant porte-parole, le moindre soupçon d'ambiguïté vis-à-vis des actions du Hamas ou de la légitimité d'Israël sert de prétexte pour faire taire, intimider ou stigmatiser les voix militantes de la cause palestinienne, promptement accusées de terrorisme ou d'antisémitisme.

Qu'on en juge. Un syndicaliste CGT a été condamné à un an de prison avec sursis pour un simple tract diffusé après les massacres du 7 octobre 2023. Dans une formulation malvenue, qu'il reconnaîtra volontiers à la barre du tribunal, il entendait dénoncer cet engrenage fatal dans lequel la violence coloniale entraîne la violence terroriste.

Avant le procès, de nombreuses personnalités syndicales et associatives s'étaient inquiétées de cette volonté d'« assimiler toute contestation politique ou sociale à du terrorisme », tandis que la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, alertait sur un « contexte de répression [...] inédit depuis l'après-guerre ». En vain, le tribunal de Lille ayant suivi à la lettre les réquisitions de la procureure de la République.

Pour avoir pareillement, sur les réseaux sociaux, inscrit l'attaque terroriste du Hamas dans la longue durée du conflit israélo-palestinien, plusieurs activistes, dont la militante antiraciste Sihame Assbague, sont convoqués par la police pour des auditions au motif d'une « apologie du terrorisme ».

Parmi eux, la juriste franco-palestinienne Rima Hassan qui fait campagne aux élections européennes, en septième position sur la liste

de La France insoumise. Sa convocation lui a été notifiée au lendemain de la double interdiction, par le président d'université puis par le préfet de Région, du meeting pour la Palestine qu'elle devait tenir à Lille, en compagnie de Jean-Luc Mélenchon. Dénonçant « un climat général tendant à faire taire les voix qui s'élèvent pour appeler à la protection des droits des Palestiniens et condamner les exactions commises par Israël dans la bande de Gaza », son avocat, Me Vincent Brengarth, s'alarme d'un dévoiement de l'infraction d'apologie du terrorisme « au profit d'une criminalisation évidente de la pensée ».

SUSPICION GÉNÉRALE ET IMPUNITÉ AUDIOVISUELLE

Le même jour, le tribunal administratif, statuant en référé, s'alarmait d'une « atteinte grave et manifestation illégale à la liberté de manifestation » en annulant la décision du préfet de police de Paris d'interdire la marche du 21 avril « contre le racisme, l'islamophobie et pour la protection de tous les enfants », au prétexte qu'elle pouvait « porter en son sein des slogans antisémites ». Dans son jugement, le tribunal souligne, au contraire, que les organisateurs avaient prévu de « contrôler les prises de parole au micro afin de faire obstacle à tout discours antisémite ».

Ce ne sont là que les manifestations les plus visibles d'une suspicion générale qu'amplifient les médias de masse, radio et télévision, aux mains de propagandistes d'extrême droite grâce à l'impunité audiovisuelle dont bénéficie le groupe Bolloré dans le camp présidentiel. Mais elle déborde bien au-delà jusqu'à être relayée par des figures politiques se réclamant de l'opposition de gauche socialiste, dont certaines n'hésitent d'ailleurs pas à l'exprimer sur ces mêmes chaînes dévolues à la haine du musulman, de l'Arabe et de l'immigré.

La Palestine sert ici d'énième prétexte pour banaliser ces thématiques discriminantes en assumant l'importation en France d'un conflit de civilisation, où Israël serait une bastille occidentale face au péril islamiste. Loin du bruit médiatique, il faut imaginer les consé-

quences muettes et silencieuses pour les concerné•es, pas forcément militants, encore moins radicaux, que tous ces mots et tous ces actes blessent au plus profond de leur être.

Au point qu'ils se sentent désormais exclu•es de leur propre pays ; tellement grande est leur solitude en l'absence d'indignation massive et de solidarité étatique face aux stigmatisations qu'ils vivent. Bientôt en librairie sous l'intitulé *La France, tu l'aimes mais tu la quittes* (Seuil), une vaste enquête sociologique sur la diaspora française musulmane montre que des milliers de Français et Françaises ont déjà quitté leur pays, depuis la terrible année des attentats de 2015.

Polémiques récurrentes sur les tenues des élèves musulmanes, sanctions administratives contre des lycées privés musulmans, intolérance vis-à-vis du jeûne du ramadan dans le football : en s'en tenant aux seuls derniers mois, c'est peu dire que cette persécution est devenue banale, acceptée par la plupart des courants politiques. La diabolisation des engagements en faveur de la cause palestinienne s'y ajoute, moyen polémique de jeter, s'il en était encore besoin, un peu plus d'huile sur le feu. Un feu qui se répand depuis si longtemps déjà, dans une sinistre indifférence.

Aucun désaccord politique à propos du conflit israélo-palestinien ne saurait s'accommoder de cette dérive qui ruine non seulement la démocratie, mais abîme la France, en humiliant la diversité de son peuple.

Car les interdits qui, aujourd'hui, frappent l'expression de la solidarité avec la Palestine s'inscrivent dans la continuité de la décennie écoulée. Déjà, à l'été 2014, le pouvoir socialiste incarné par François Hollande et Manuel Valls s'était saisi de la précédente guerre d'Israël contre Gaza pour porter atteinte aux libertés fondamentales par des interdictions préalables de manifestations. Mais aussi pour installer l'assimilation à une renaissance de l'antisémitisme de toute critique du sionisme, en tant que mouvement national juif ayant dénié ses droits au mouvement national palestinien

Depuis, il y eut les rengaines sur l'islamo-gauchisme, la chasse au wokisme universitaire, la théorisation d'un « djihadisme d'atmosphère ». En 2020, la dissolution du Collectif contre l'islamophobie en France marquait un saut dans la répression de l'auto-organisation des populations ciblées par ces campagnes. En 2021, un cran supplémentaire fut franchi avec le vote de la loi contre le séparatisme dont on a rapidement compris, avec l'invention de l'« écoterrorisme » contre les activistes écologistes, qu'elle viserait toute dissidence.

Aucun désaccord politique à propos du conflit israélo-palestinien ne saurait s'accommoder de cette dérive qui, en définitive, ruine non seulement la démocratie, en violant ses libertés fondamentales, mais surtout abîme la France, en humiliant la diversité de son peuple. La référence historique qui convient est le mac-carthysme états-unien du début des années 1950 – par ailleurs homophobe et antisémite. Il instaura une ignominieuse « chasse aux sorcières » visant tout ce qui pouvait être suspecté de compromission avec le communisme. Oui, tout : idées, engagements, créations, œuvres, écrits, biographies, professions, relations, amitiés, fréquentations, etc.

En France, mais aussi en Allemagne comme en témoigne la scandaleuse censure à Berlin de Yánis Varoufákis, un nouveau mac-carthysme s'installe, prenant en otage le drame vécu par Palestiniens et Israéliens pour faire taire toute interrogation dérangeante sur le cours périlleux du monde, sur le respect universel de l'égalité des droits, sur la violence de toute colonisation, sur les exigences d'un droit international, sur le surgissement de barbaries au cœur des civilisations, sur les indifférences et les aveuglements qui mènent aux catastrophes, etc.

LA POLITIQUE DE LA PEUR

Le mac-carthysme fut surnommé « peur rouge » (« Red Scare »), et c'est bien de peur qu'il s'agit. « Politique de la peur » : cette expression fut forgée dans le débat américain pour décrire la réaction des États-Unis après les attentats terroristes du 11 septembre

2001. Elle résume une réaction politique insufflée par une panique existentielle qui, loin de mettre fin à la menace et au péril qu'elle entendait juguler, ne fit qu'accroître les désordres qui les alimentent. Deux décennies plus tard, le terrorisme islamiste s'est démultiplié, la puissance iranienne s'est renforcée et le ressentiment anti-occidental s'est enraciné.

Entre-temps, que de principes reniés et que d'humanités brisées ! Du « Patriot Act », loi d'exception, à Guantánamo, bagne illégal, en passant par le feu vert à la torture durant les interrogatoires et, surtout, par l'invasion guerrière de l'Irak sur la foi d'un mensonge médiatique, cet aveuglement nord-américain a violenté toutes les valeurs démocratiques au

nom desquelles cette riposte se faisait. Le monde entier en paye aujourd'hui le tribut, gagné par une brutalisation sans frein, dans les relations internationales comme en politiques intérieures, qu'illustrent aussi bien Vladimir Poutine que Donald Trump.

Car c'est évidemment la non-résolution de la question palestinienne qui est à l'origine de cette situation éminemment périlleuse où se joue la paix du monde.

Tant qu'il ne sera pas mis fin à l'injustice durable, ancienne, réitérée et répétée faite au peuple palestinien, tant que ne sera pas reconnu par les dirigeants israéliens son

droit à vivre dans un État souverain après qu'il eut subi en partie l'expulsion de 1948, puis la colonisation depuis 1967, aucun des deux peuples ne pourra vivre en sécurité pour lui-même, encore moins en sérénité avec l'autre.

L'histoire ne s'est pas arrêtée au 7 octobre 2023, pas plus qu'elle ne s'est immobilisée le 11 septembre 2001. La « politique

de la peur » voudrait nous enfermer dans un présent éternel, figé sur la date d'un massacre qui serait sans cause, sans histoire, sans contexte. Interdisant l'explication, la complexité et la sensibilité, elle est une sommation à ne plus penser librement et différemment, ce que résume l'exigence d'inconditionnalité qui signifie le renoncement à toute critique.

Dès lors, dans sa diversité, la solidarité avec la Palestine, qui elle-même ne saurait être inconditionnelle, est légitime, ne serait-ce que pour sauver ce principe démocratique de liberté de pensée et du droit à la critique. Ce n'est pas seulement affaire d'humanité, face au martyr incommensurable de Gaza, mais une question de politique, face au péril autoritaire ici même en France.

Par-delà leurs différences et leurs divergences, toutes les forces qui se revendiquent d'une démocratie vivante et pluraliste devraient donc, d'une même voix, unie et ferme, exiger que cette solidarité puisse s'exprimer librement.

Edwy PLENEL



Les voix minoritaires, dont la notable exception française portée par Dominique de Villepin, qui ont alerté sur cette course au désastre, en appelant au secours le droit international et en défendant la charte des Nations unies, avaient donc raison, même si elles furent impuissantes à l'enrayer. Tout comme, de nos jours, ont raison les voix, au premier rang desquelles celle du secrétaire général de l'ONU, qui condamnent la fuite en avant guerrière, et potentiellement génocidaire selon la Cour internationale de justice, d'Israël dans sa riposte aux massacres terroristes du 7 octobre 2023.

Vivant l'attaque du Hamas à l'instar du 11-Septembre comme une menace existentielle, l'appareil politico-militaire israélien réédite cette « politique de la peur » en infligeant au peuple palestinien une terrible pu-

HUMANITÉ : LA PAIX NE S'ARRANGE PAS DES CLANS

▶ **En lisant le « tract Gallimard » *la Dernière Guerre ?* d'Elias Sanbar ainsi que l'ouvrage d'Emmanuel Todd, *la Défaite de l'Occident*, on peut appréhender avec lucidité l'état d'un monde. Il se décompose pendant qu'un autre, ouvert et respectueux de la diversité humaine et urgent pour la survie de l'humanité, peine à sortir des cartons de l'espoir.**

Après deux guerres mondiales et un génocide pour donner le change après ce qu'ont vécu les populations juives en Europe au siècle dernier, les États-Unis, l'Europe et la Russie ont établi les conditions de la création d'un territoire juif, Israël, à l'endroit clé des sources de trois religions monothéistes, dont deux très prosélytistes, la chrétienne et l'islamique, et l'autre fondamentaliste, l'israélite, histoire de transformer une « bonne action » en « bombe à fragmentation ».

UN VIEUX CONFLIT QUI TOURNE AU VINAIGRE

Les sources du conflit israélo-palestinien sont certes plus anciennes et se situent, comme l'écrit Elias Sanbar, à la fin de l'empire ottoman et lors de la déclaration de Blafour où la Grande-Bretagne actait la perspective d'un état juif, futur Israël, en 1917.

Cette enclave du monde occidentale, fortement soutenue, militairement et économiquement, par les États-Unis et l'Europe, a intégré une partie des populations juives venues d'Europe certes mais aussi d'Afrique et du Moyen-Orient.

Elle forme aujourd'hui un bastion replié sur lui-même s'imposant en excluant définitivement les Palestiniens de leurs terres, après leur avoir mené la vie dure pendant des décennies, ce que retrace avec une précision d'orfèvre l'archéologue Sabri Giroud dans son dernier livre, « La Palestine en 50 portraits. De la préhistoire à nos

jours », qui en profite pour en décliner les raisons. Entre l'idée d'une cohabitation vertueuse à un ou deux États, peu importe, et celle du conflit permanent, c'est la seconde que les plus forts ont choisi pour régner en maîtres en toute impunité et permettre une ossification des régimes en vigueur au Moyen-Orient, de l'Égypte à l'Iran en passant par l'Arabie Saoudite et les Émirats.

LE GRAND VIRAGE OPPORTUNISTE DES EXTRÊMES DROITES

Cette « raison du plus fort » a réveillé, il fallait s'en douter, l'antisémitisme récurrent, loin d'avoir été éradiqué en Europe et au-delà, provoquant un brouillage idéologique à y perdre son bon sens.

Elle a, par exemple, permis aux extrêmes droites, hier complices des nazis, de se fabriquer une virginité, en appuyant Israël contre les « méchants terroristes arabes » et en plaquant ainsi leur théorie de la « pureté raciale » sur un nouveau modèle d'exclusion fondé sur l'ultra-sécuritaire et la liquidation de tout ce qui remet en cause l'impérialisme de « papa Picsou » à dominante « blanche ».

LE FASCISME RELIGIEUX DANS LA DANSE

Dans ce contexte sulfureux, le terrorisme dit « islamiste », alimenté par la misère et les pertes de repères d'une jeunesse sacrifiée, particulièrement dans le Maghreb et dans les quartiers déshérités et au-delà, joue un rôle de repoussoir efficace pour brouiller les cartes et allumer les incendies en permanence partout, y compris en Russie. Il est aussi efficace pour tuer en série les progressistes dans les pays arabes, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, à l'image des massacres des années 1990 en Algérie et, plus récemment, en Syrie contre les

Kurdes, pour ne citer que ces deux exemples.

Même si la majorité des gouvernances du monde affirme qu'elle se bat contre ce terrorisme, il agit comme un effet d'aubaine pour des régimes qui assoient leur autoritarisme en utilisant ce prétexte récurrent, ce que nous vivons en France depuis la construction du mille-feuilles des lois liberticides votées à la suite des attentats terroristes de Paris du début de notre siècle..

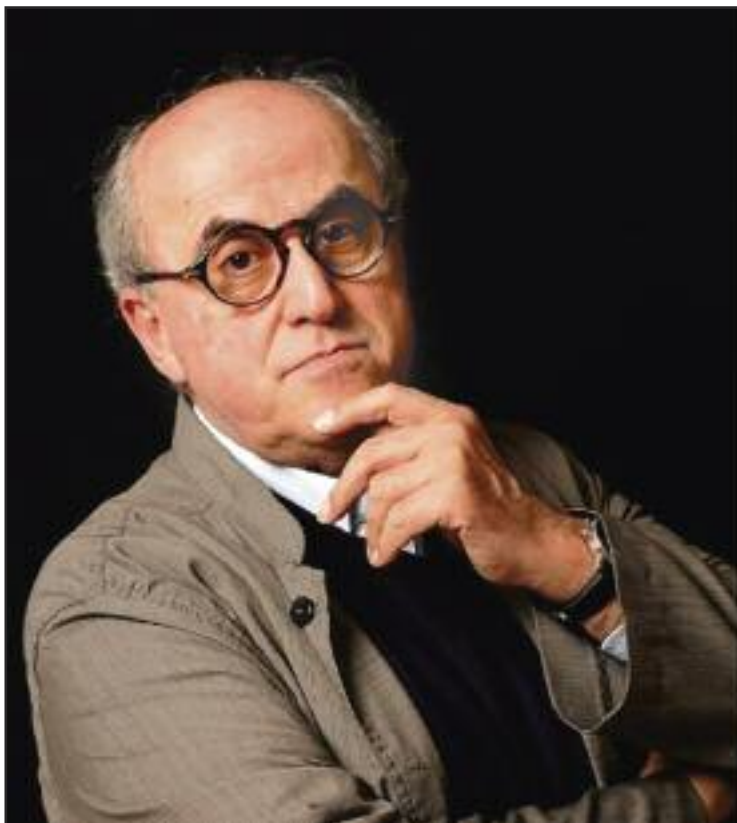
LA « PAX ROMANA » PERD PIED

Autant dire que les gouvernances occidentales jouent avec tous les feux pour essayer de contrecarrer l'émergence de la multipolarité d'un monde où les anciennes colonies et possessions, entre autres de l'Inde anciennement britannique à la Chine, autrefois morcelée par les Occidentaux et Japonais, veulent affirmer leur existence sans en référer au grand maître du jeu étatsunien d'hier.

L'Afrique est présente dans cette redistribution des rôles, avec l'Afrique du Sud qui joue un rôle particulièrement dynamique dans la condamnation de la politique d'annexion et de « nettoyage ethnique » d'Israël, pour reprendre l'expression d'Elias Sanbar.

Emmanuel Todd l'explique assez bien dans son livre « la Défaite de l'Occident », dont on peut partager en partie les analyses géopolitiques. Il considère que la puissance la plus dangereuse du monde, c'est avant tout les États-Unis et son bras armé, l'Otan. En partie, parce que son concept de société dite de « l'Occident nihiliste » est trop schématique en regard de la diversité de ce qu'il englobe.

Quant au rôle déterminant qu'il donne aux couches dites « moyennes » dans l'évolution historique actuelle, y compris dans son analyse de l'univers « poutinien », il se fonde sur une



ELIAS SANBAR « LA DERNIÈRE GUERRE ? »

PALESTINE, 7 OCTOBRE 2023 — 2 AVRIL 2024

TRACTS
GALLIMARD

3,90€ / N°56

conception qui nie le « bon vieux » principe marxiste de la lutte des classes. Non pas parce que la « classe ouvrière » serait aujourd'hui le seul point de repère sociologique, mais parce que l'interaction des activités liées à la révolution technologique et informationnelle oblige à redéfinir les principes d'appartenance de classe dans un temps évolutif, face à la domination de la caste financière internationale.

DANS « TOUS SES ÉTATS », UNE DÉMOCRATIE ÉTOUFFÉE

Sur ce terrain, Emmanuel Todd décrit une situation qui sort des sentiers battus de la diabolisation d'une société qui n'est ni plus ni moins aujourd'hui à l'identique de l'évolution chaotique du capitalisme néo-libéral que vivent les sociétés occidentales, sachant que l'effet d'encerclement vécu par la Russie date de la révolution d'Octobre, voire bien avant si on veut bien remonter le temps jusqu'aux origines de ce qui fait la Russie d'aujourd'hui. Cette récurrence de l'effet d'encerclement a provoqué une agressivité qui a été jusqu'au défi de l'attaque de l'Ukraine, dans un contexte nouveau qu'il ne faut pas comparer aux réalités de l'ex-URSS, même s'il en reste quelque chose dans certains aspects de sur-

face, mais qui ne sont pas déterminants. Sinon, on tombe dans une vision totalement irréaliste de la situation en déniait les autoritarismes de pouvoir fondés sur la volonté de puissance financière et politique qui se rejoignent petit à petit, quitte à provoquer des conflits interminables, quels que soient les prétextes, religieux ou autres. Ils nourrissent ici et là les nostalgies d'empire, en Russie, en Turquie et en Iran, pour ne citer que le cas de trois pays actuellement au cœur des conflits existants. Cependant, ils ont, paradoxalement, un intérêt commun à affaiblir la puissance occidentale, mais pas sur des principes qui seraient liés au modèle de gouvernance existant. Ces gouvernances ne s'embarrassent pas de la démocratie certes, mais l'actuelle évolution des sociétés occidentales dites « démocratiques » atteignent aussi, par un autre chemin, ce que Emmanuel Todd et Edgar Morin appellent des sociétés post totalitaires ou autoritaires.

L'INTERNATIONALISME SOLIDAIRE CONTRE LE CLANISME DÉCADENT

Emmanuel Todd a donc raison d'écrire que la Russie sort de son isolement en mettant de son côté ce qu'il appelle « le reste du monde », donc hors Otan,

celui qui veut, dans cadre des des Brics où la liste des pays adhérents s'allonge, échapper au dictat des USA. Dans ce contexte, puissants d'hier jouent la carte de la fuite en avant, à grand renfort d'immenses moyens et d'une guerre idéologique permanente, au détriment du bien-être des peuples. C'est d'évidence un aveu de faiblesse qui pose la question de la survie même de l'humanité. Cette confrontation qui n'a pas fini de faire des morts certes, mais aussi du malheur partout, nécessite une réponse internationaliste. Pour stopper cette course au suicide collectif annoncé, il n'y a donc qu'une seule solution, celle de la lutte pour la paix, pour l'éradication des multiples murs et frontières barbelées qui font apparaître le mur de Berlin d'hier comme une pièce de collection anecdotique.

Reste la perspective démocratique. Elle est étroitement liée au réveil nécessaire des mouvement sociaux pour imposer non seulement un vivre ensemble harmonieux et respectueux de la diversité humaine, mais aussi des mesures à la hauteur pour la résolution rapide des problématiques environnementales qui affirment leur urgence.

Yvon HUET

OPINION

JEAN-LUC VALÉGEAS, MEMBRE DU BUREAU DE L'UFR-FILPAC

Les urnes ont parlé !

La CGT en tant que syndicat qui défend au mieux les intérêts des travailleurs, des précaires, des sans-emploi, s'est exprimée dès le lendemain de l'égarement des citoyens qui ont voté contre la démocratie au premier tour des législatives. Notre secrétaire générale, pour la première fois, a appelé à voter pour la formation qui représente le mieux nos intérêts et qui apparaît comme la seule à pouvoir satisfaire nos aspirations.

Hier, dimanche 7 juillet 2024, les urnes ont donné leur verdict. Le Nouveau Front populaire est sorti vainqueur de cette élection, mais c'est maintenant que tout commence. Sans majorité absolue, il va être à la merci du vote des autres formations. Notre devoir de syndicalistes est « d'aider » cette force politique à appliquer son programme ainsi que veiller à l'amélioration des conditions de vie des Françaises et Français. Nous pouvons aujourd'hui influencer sur les institutions auxquelles nous sommes attachées.

Il ne faut surtout pas oublier qu'isolément nous ne sommes rien et n'avons aucun pouvoir. Il faut rester unis si nous voulons accomplir notre mission d'humanité et de défense de tous ceux qui se font exploiter par un capitalisme sans vergogne.

N'ayons pas la superstition de croire que nous sommes libres parce que nos ancêtres, dans toute la diversité de leurs origines, se sont battus et sont morts pour la liberté. L'indépendance n'est pas transmissible par héritage. Il faut lutter chaque jour pour devenir et rester libre. Sous nombres de formes perfides la bête nous guette sans cesse. Elle s'impose à notre esprit si la paresse intellectuelle nous empêche de chercher la vérité et si notre volonté s'endort et nous paralyse moralement dans des préoccupations égoïstes. Il faut être en constant éveil syndicalement et politiquement et ne pas négliger ni oublier nos devoirs et notre dignité de citoyen. Le RN est le bonbon au poivre de la politique. Il a l'aspect d'une friandise, bien enveloppée, joliment colorée et oh combien tentante. Mais si vous succomez à la tentation, vous le regrettez aussitôt. Un bonbon on peut le recracher, le RN il faudrait l'avaler jusqu'au bout. Heureusement les Français ont voté intelligemment⁽¹⁾.

La France, notre France est le pays des humanistes, le pays des lumières, battons-nous toujours pour qu'aucun obscurantiste imbécile ne puisse les éteindre.

Le premier jour de notre futur commence aujourd'hui. Notre bonheur reste à construire. Relevons-nous les manches, n'ayons aucun répit et construisons un futur avec de belles valeurs, un futur qui nous rassemble, un futur qui nous ressemble.

Vive la fraternité, la démocratie et vive la CGT.

⁽¹⁾ *En 2012, 2017 et 2019 des études de chercheurs en psychologie de l'université Twin Cities du Minnesota, publiées dans la revue « Intelligence » ont prouvé que les personnes possédant le QI le plus élevé votent de préférence à gauche. Suivent ceux qui votent à droite. Les personnes qui votent extrême droite ont le QI le plus bas.*